**Supporting rural community adaptation to climate change in mountainous regions of Djibouti**

**Evaluation à Mi-Parcours**

Rédigé par Sadok Hidri Hellmann & Hassan Rayaleh



***22 Février 2018***

Table des matières

[A. Résumé Exécutif 4](#_Toc507054767)

[A.1. Tableau d’Information sur le projet 4](#_Toc507054768)

[A.2. Brève description du projet 4](#_Toc507054769)

[A.3. Progrès réalisés par le projet 5](#_Toc507054770)

[A.4. Notation de l’évaluation à mi-parcours 6](#_Toc507054771)

[A.5. Conclusions 8](#_Toc507054772)

[A.6. Recommandations 8](#_Toc507054773)

[B. Introduction 10](#_Toc507054774)

[B.1. But et Objectif de l’évaluation 10](#_Toc507054775)

[B.2. Etendue et Méthodologie de la mission 10](#_Toc507054776)

[B.2.1. Etendue de la Mission 10](#_Toc507054777)

[B.2.2. Méthodologie 10](#_Toc507054778)

[B.2.3. Revue documentaire 10](#_Toc507054779)

[B.2.4. Mission de terrain : 11](#_Toc507054780)

[B.2.5. Entretiens avec les parties prenantes 11](#_Toc507054781)

[B.2.6. Limites de l’évaluation à mi-parcours 11](#_Toc507054782)

[C. Description et Contexte du Projet 12](#_Toc507054783)

[C.1. Contexte de développement du Projet 12](#_Toc507054784)

[C.2. Problèmes que le projet vise à résoudre 12](#_Toc507054785)

[C.3. Description du projet et de sa stratégie 13](#_Toc507054786)

[C.4. Zone d’intervention du Projet 15](#_Toc507054787)

[C.5. Cohérence et impacts escomptés du projet à Djibouti 15](#_Toc507054788)

[C.6. L’approche genre dans la conception du projet 16](#_Toc507054789)

[C.7. Arrangement de Gestion du Projet 16](#_Toc507054790)

[C.8. Liste des principales parties prenantes 17](#_Toc507054791)

[D. Résultats de l’évaluation à mi parcours 18](#_Toc507054792)

[D.1. Stratégie du projet 18](#_Toc507054793)

[D.1.1. Conception du projet 18](#_Toc507054794)

[D.1.2. Cadre de résultats 18](#_Toc507054795)

[D.2. Progrès vers la réalisation des résultats 19](#_Toc507054796)

[D.2.1. Progrès vers la réalisation des résultats 20](#_Toc507054797)

[D.2.2. Matrice des progrès vers les résultats attendus 24](#_Toc507054798)

[D.2.3. Détails des activités réalisées début le projet et l’état d’avancement à mi-parcours en Décembre 2017 31](#_Toc507054799)

[D.2.4. Obstacles restant à l’achèvement des résultats 36](#_Toc507054800)

[D.3. Mise en œuvre du projet et gestion adaptative 36](#_Toc507054801)

[D.3.1. Arrangement de gestion 36](#_Toc507054802)

[D.3.2. Planification de travail 37](#_Toc507054803)

[D.3.3. Financement et gestion financière du projet 37](#_Toc507054804)

[D.3.4. Niveau de suivi et système d’évaluation 38](#_Toc507054805)

[D.3.5. Engagement des parties prenantes 38](#_Toc507054806)

[D.3.6. Elaboration des rapports 38](#_Toc507054807)

[D.4. Durabilité 39](#_Toc507054808)

[D.4.1. Risques financiers pour la durabilité 39](#_Toc507054809)

[D.4.2. Risques socio-économiques pour la durabilité 39](#_Toc507054810)

[D.4.3. Cadre institutionnel et gouvernance risque pour la durabilité 39](#_Toc507054811)

[D.4.4. Risque environnement pour la durabilité 39](#_Toc507054812)

[E. Conclusions and Recommandations 40](#_Toc507054813)

[E.1. Conclusions 40](#_Toc507054814)

[E.2. Recommandations 40](#_Toc507054815)

[F. Annexes 42](#_Toc507054816)

[F.1. Liste des documents consultés 42](#_Toc507054817)

[F.2. Liste des personnes rencontrées 45](#_Toc507054818)

[F.3. TdRs de l’Evaluation à Mi-Parcours 46](#_Toc507054819)

# Résumé Exécutif

## Tableau d’Information sur le projet

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Titre du projet | Projet d’adaptation aux changements climatiques dans deux régions montagneuses de Djibouti | | | | |
| Atlas Award ID : | 00079962 | |  | | Montant  (en millions USD) |
| Project ID : | 00089831 | | Financement du GEF/LDCF | | 5 379 452 |
| PIMS ID : | 5189 | | Autre financement | | - |
| Calendrier de l’évaluation à mi-parcours | 05 Décembre 2017 au 10 Janvier 2018 | | Cout Total du Projet | | 5 379 452 |
| Date du Rapport | 27 Décembre 2017 | |  | |  |
| Pays : | Djibouti | | Région : | | RBAS |
| Domaine focal : | Adaptation au changement climatique | | | | |
| Agence d’exécution : | Ministère de l’Habitat, de l’Urbanisme et de l’Environnement (MUHE) | | | | |
| Agence de réalisation : | Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) | | | | |
| Autres Partenaires : | MAEPH, CERD, SEAS, ADDS | Date de signature du PRODOC | | Novembre 2014 | |
| Date de clôture prévue | | Décembre 2018 | |

## Brève description du projet

L'objectif du projet est de réduire les vulnérabilités liées au climat auxquelles sont confrontés les habitants des régions montagneuses de Djibouti à travers le renforcement institutionnel, la gestion intelligente de l'eau et un investissement ciblé. C’est pourquoi, le projet cible particulièrement les communautés rurales qui vivent dans les régions d’Assamo et d’Aidalou pour développer leurs capacités d’adaptation et de prendre le chemin d’un développement résilient aux chocs climatiques. Ainsi, le projet vise à faciliter l'adaptation au changement climatique aux niveaux régional (sous-national) et local tout en renforçant une réponse nationale coordonnée. Au niveau national, le Comité national des changements climatiques sera réactivé pour coordonner les actions intersectorielles d'adaptation au changement climatique afin d'assurer une utilisation maximale des ressources et des co-bénéfices, une planification éclairée à moyen et long terme et une utilisation efficace et transparente des fonds. Au niveau régional, les fonds du Fonds pour les PMA serviront à renforcer la préparation ciblée contre les sécheresses et les inondations. Au niveau local, avec le soutien des ONG/OSC locales, le projet réduira la vulnérabilité des populations rurales de montagne au changement climatique en mobilisant et stockant les ressources en eaux de surface et souterraines, en réduisant l'érosion par le reboisement / végétalisation se préparer aux risques de sécheresse et d'inondation et diversifier les moyens de subsistance tout en améliorant l'accès au marché.

Le projet utilisera les fonds des PMA pour appliquer une stratégie à trois niveaux dans les villages de montagne d'Aidalou, situés dans la région de Tadjourah et d'Assamo, situés dans la région d’Ali Sabieh, en utilisant diverses approches novatrices décrites ci-dessous:

• Réactiver le Comité national sur les changements climatiques et lui donner un mandat clair pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale sur les changements climatiques.

• Le développement d'une expertise nationale en modélisation dynamique afin de garantir que l'adaptation est pertinente, rentable et bien intégrée dans des stratégies couvrant un large éventail de secteurs (par exemple la santé, la finance, l'économie et l'environnement).

• Création d'un fonds national pour l'environnement et les changements climatiques pour exploiter plus de 50 fonds publics internationaux et 6 000 fonds de capital-investissement fournissant des financements pour le changement climatique afin de garantir que les actions du changement climatique sont prioritaires et que les fonds gouvernementaux soient spécifiquement réservés aux actions climatiques.

• Création de comités de gestion des bassins versants (à ce jour, non développés à Djibouti).

• Création de coopératives de construction de gabions (à ce jour, non développées à Djibouti) pour assurer la diversification des moyens de subsistance.

• Promotion de l'échange de connaissances intercommunautaires sur le développement des pépinières, le reboisement et la commercialisation des produits artisanaux.

• Renforcer l'auto-résilience de la communauté au changement climatique en donnant aux régions et aux communautés les moyens de participer aux mesures de préparation aux inondations et à la sécheresse.

• Associer la distribution de foyers de cuisson à la microfinance pour soutenir un effort ciblé de réduction de la déforestation dans les zones montagneuses qui sont fortement exposées à la dégradation des terres induite par le changement climatique.

Pour atteindre les objectifs, le projet comprend trois composantes qui correspondent aux 3 niveaux stratégiques (national, régional et local), à savoir :

* **Composante 1**: Coordination des efforts nationaux visant à renforcer la résilience du pays face aux changements climatiques à travers un environnement propice aux différents secteurs et niveaux (national à local) pour favoriser l'intégration cohérente d'un large éventail de politiques et d'activités liées au changement climatique ;
* **Composante 2**: Réduction de la vulnérabilité au changement climatique pour les communautés vulnérables dans deux régions de montagne ciblées: Adailou et Assamo;
* **Composante 3:** Renforcement des capacités humaines et institutionnelles pour accroître les moyens de subsistance ruraux durables parmi les communautés vulnérables dans deux régions ciblées, Adailou et Assamo

## Progrès réalisés par le projet

Concernant la composante 1 du projet, la stratégie nationale d’adaptation/d’atténuation au changement climatique a été élaboré et validé. Les deux autres sous-composantes de ce volet 1 reste à faire : La réactivation du Comité National du Changement Climatique et la mise effective d’un fond CC est à mettre en place.

**Un grand nombre d’activités prévues dans la composante 2 ont été mise en œuvre rapidement et de manière efficace pendant la première période du projet.** Ainsi, les seuils, les périmètres irrigués, les zones de protection de la forêt, les pépinières ont été faits. Lors de l’évaluation, la réhabilitation des puits prenait place. Les activités du secteur agricole et pastoral local et régional concernant les travaux et la fourniture d’équipement est quasiment complété. Une grosse partie des formations sur l’agriculture et l’élevage a aussi pris place**.** Les autres puits individuels et réservoirs ainsi que la construction du forage est prévu en début 2018. **Malheureusement, la sécurisation des ressources en eau grâce aux seuils est remise en cause du fait des dégâts causés par les crues.**

**Une grosse partie des activités de la composante 3 reste à mettre en œuvre pour la deuxième période du projet.**

## Notation de l’évaluation à mi-parcours

| Stratégie du projet | Cible fin de projet | Résultats à mi-parcours | Evaluation à mi-parcours | Notation Réalisation |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Objectifs | 2 000 ménages ont amélioré les moyens de subsistance en raison de la mobilisation de l'eau et du reboisement | 600 ménages ont un meilleur accès à l'eau (à la fois en terme de quantité et de qualité) suite à la construction d'infrastructures hydrauliques. Les 600 ménages ont maintenant accès aux moyens de subsistance grâce à l'approvisionnement en semences, à la formation aux services écosystémiques et au reboisement. Ceux-ci leur permettent de développer une petite agriculture de subsistance. |  | MS  (Assez satisfaisant) |
| Réactivation du Comité national sur les changements climatiques (CNCC) avec un mandat clair et un Secrétariat techniquement compétent. Le CNCC sera autorisé à avoir le pouvoir d'un Secrétariat Permanent du Gouvernement et le Ministère de l'Environnement (MHUE) sera officiellement désigné comme hôte du Secrétariat | Des consultants nationaux ont été recrutés pour réactiver le CNCC. La réactivation est un processus continu à long terme jusqu'en décembre 2017. Des réunions de consultants avec toutes les parties prenantes ont déjà été entreprises. Une feuille de route a été établie pour entreprendre une série d'activités qui réactiveront le CNCC. |  | MS  (Assez satisfaisant) |
| Résultat 1:  Renforcement des capacités institutionnelles pour une planification coordonnée et résiliente au changement climatique; des mécanismes et un environnement d'investissement risqué mis en place pour catalyser le financement de l'adaptation au changement climatique | Création d'une stratégie nationale sur le changement climatique alimentée par des résultats de modélisation dynamique qui guident le travail des CNCC et fournissent une stratégique cohérence aux initiatives de changement climatique à Djibouti. | La Stratégie nationale sur le changement climatique a été élaborée, finalisée, acceptée et la validation nationale est en cours. |  | MS  (Assez satisfaisant) |
| Une feuille de route définissant comment établir et capitaliser un Fonds national pour l'environnement et les changements climatiques qui soutient les activités novatrices d'adaptation au climat pour les populations rurales et urbaines à long terme et qui soutient les projets de résilience climatique en cours et futurs. | Aucune feuille de route établie |  | MU  (Modérément insatisfaisant) |
| Résultat 2 :  Amélioration de la gestion de l'eau dans les régions ciblées pour conserver les ressources en eau limitées et gérer les flux temporels afin de réduire les inondations et l'érosion | Conception et construction de 3 micro-barrages; quinze (15) citernes de 100 m3, où chacune fournira de l'eau potable à 15 familles; 16 seuils semi-souterrains (8 à Adailou et 8 à Assamo); 2 000 m3 et 4 000 m3 de fortifications de berges avec un câble métallique rempli de pierres (gabion) à Adailou et Assamo respectivement pour protéger les rives des oueds et les parcelles agricoles de l'érosion | 28 seuils semi-souterrains et micro-barrages construits dans les villages d'Adaillou et d'Assamo.   8 micro-barrages ont été endommagés par les inondations dans les deux zones du projet. L'UGP a donc recruté des consultants internationaux pour évaluer et proposer une nouvelle conception afin de construire des micro-barrages plus sûrs, plus solides et plus durables.  Au total, 8 barrages ont été réhabilités selon le nouveau design. |  | MS  (Assez satisfaisant) |
| 30 hectares irrigués à Assamo et 30 hectares à Adailou | Diagnostic et évaluation des 24 puits de chaque zone (Adaillou et Assamo) complétés. Au total, 48 puits sont en cours de réhabilitation par les communautés grâce à la fourniture d'équipements et de matériels.  Un (1) forage en construction à Adaillou |  | MS  (Assez satisfaisant) |
| 70 ha à Assamo et 380 hectares à Adailou replantés et reboisés. | Plan de reboisement en phase de conception. Environ 5 ha de berges sont en cours de reboisement dans la zone d'Adailou pour une initiative pilote. |  | MS  (Assez satisfaisant) |
| 1 centre pastoral (pépinière) créé dans chaque région. | 2 pépinières: une à Adaillou et une à Assamo ont été construites, équipées et opérationnelles |  | MS  (Assez satisfaisant) |
| Au moins 1 pépinière de jeunes plants d'arbres créée à Adailou et à Assamo. | Les femmes sont engagées et impliquées dans des activités liées à la pépinière. |  | MS  (Assez satisfaisant) |
| 5 Comités de gestion du bassin versant formés (4 à Adailou dans le bassin versant de Weima et 1 à Assamo, le bassin versant de Juba) et 27 Comités de points d'eau formés au total (un autour de chaque point d'eau). Tous les comités auront 4 personnes dont une femme. | Cette activité n'a pas encore été mise en œuvre, mais prévue pour le troisième trimestre de 2017. Il existe déjà un comité sur lequel le projet sera construit |  | MU  (Modérément insatisfaisant) |
| Résultat 3:  Résilience améliorée aux risques hydrologiques et climatiques  Résilience accrue aux chocs économiques liés au climat grâce à la génération de revenus et à la diversification | Une station météorologique automatique achetée et installée dans chaque région | 2 stations météorologiques avec 12 pluviomètres installés sur les deux sites. (Daillou et Assamo) Un radar à capteur d'eau installé également à Assamo |  | MS  (Assez satisfaisant) |
| Une (1) mesure communautaire d'adaptation à la GRC / RRC mise en œuvre dans chaque région (par exemple renforcement des points d'eau avec gabion, désenvasement des micro-barrages). | Les deux communautés d'Adaillou et d'Assamo ont été formées à la gestion des inondations grâce à la surveillance, à l'équipement installé et à la formation. |  | MU  (Modérément insatisfaisant) |
| 70 ménages actifs dans l'élevage de volailles à Assamo et 50 ménages à Adailou. 14 personnes à Adailou et 6 à Assamo sont actives dans l'apiculture et ont reçu des matériaux appropriés | Ces activités ne sont pas encore implémentées.  les discussions avec l'UGP et la FAO sont en cours. |  | MU  (Modérément insatisfaisant) |
| Réhabilitation du stand du marché Ali-Sabieh et création du marché de Tadjourah. | Le marché local d'Ali Sabieh pour le village d'Assamo a été réhabilité par un autre partenaire (ADDS) et celui d'Adaillou est prévu pour l'année suivante. |  | MU  (Modérément insatisfaisant) |
| % de variation des revenus des membres de la communauté (y compris% d'augmentation de l'offre d'oeufs, de poulet, de miel, de plants de pépinière et de gabions) - ventilée par sexe. | Ces activités n'ont pas été mises en œuvre. Les discussions sont en cours |  | MU  (Modérément insatisfaisant) |

## Conclusions

Le projet ‘‘Soutien pour l’adaptation des communautés rurales au changement climatique dans les deux régions montagneuses de Djibouti » est une réponse au problème de sécheresse répétée qui a abouti à la rareté de l’eau et qui accentue la vulnérabilité des population. C’est pourquoi, l’amélioration de la capacité de mobilisation et de gestion des eaux de surface et du sous-sol est devenue critique pour la résilience des populations locales à travers le développement d’un système agro-pastoral associé à leur bien-être.

Pour atteindre les objectifs d’adaptation durable au changement climatique, le projet intervient à trois niveaux : national, régional et local.

A mi-parcours, les activités déjà réalises ont permis :

**Au niveau national,** de poser des fondations solides pour une approche national durable des problèmes au changement climatique, avec la sensibilisation des entités nationales et la validation du document cadre de stratégie d’atténuation/d’adaptation au changement climatique. La deuxième phase du projet devra s’atteler à approfondir ce premier travail par la réactivation effective du CNCC et la définition d’un Fond Climat.

**Au niveau local,** de sécuriser les ressources en eau, ressource essentielle pour le développement et la pérennité du développement économique local. Ainsi, grâce à la construction des seuils, le développement de périmètre irrigués, la création de pépinière, et la formation à certaines pratiques agro-pastorale, le projet contribue à renforcer l’économie locale contre les chocs climatiques. La deuxième phase du projet devra s’atteler à résoudre le problème des dégâts subis par les crus au niveau des seuils.

**Au niveau régional,** il est prévu que les conseils régionaux, partie prenantes des activités socio-économiques au niveau régional et de la maintenance des puits communautaires, participera aux actions du projet tels que les formations prévus pour la maintenance des ouvrages. L’ensemble des activités de la composante 3 sera mise en œuvre dans la deuxième phase du projet.

L’équipe d’évaluation a noté avec satisfaction l’engagement de la coordinatrice du projet, qui joue un rôle pivot dans la bonne conduite des activités, et de la Direction de l’Environnement. Le projet a su parfaitement s’adapter aux contraintes inhérentes de mise en œuvre d’un projet de ce type, projet transversale et multidisciplinaire. Le projet s’est ainsi adapté à la situation existante pour répondre aux besoins de la population locale, à leur demande de développement d’activités spécifiques, évitant ainsi le risque d’abandon en route ou de duplication.

En fin, au terme de cette mission d’évaluation à mi-parcours, nous pouvons formuler les recommandations ci-dessous.

## Recommandations

| Rec # | Recommandation | Entité responsable |
| --- | --- | --- |
| A | Résultat 1 : Renforcement des capacités institutionnelles pour une planification coordonnée et résiliente au changement climatique; des mécanismes et un environnement d'investissement risqué mis en place pour catalyser le financement de l'adaptation au changement climatique |  |
| A.1 | Mettre en œuvre au plus vite l’activité 1 de la composante 1 concernant la mise à jour du mandat du Comité National du CC ainsi que les modalités de fonctionnement. | Ministère de l’Environnement |
| A.2 | Mettre en œuvre au plus vite l’activité 3 de la composante 1 concernant la création d’un Fond pour l’Environnement et le Changement Climatique | Ministère de l’Environnement |
| B | Résultat 2 : Amélioration de la gestion de l'eau dans les régions ciblées pour conserver les ressources en eau limitées et gérer les flux temporels afin de réduire les inondations et l'érosion |  |
| B.1 | Assurer la réparation des seuils en finançant les travaux via une reventilation du budget du projet. | Coordinatrice du projet avec accord du Comité du Pilotage |
| B.2 | Concernant la formation des ateliers en gabions, étudier les débouchés possibles en termes de marché pour une telle activité | Coordinatrice du projet |
| B.3 | Concernant la construction d’un forage destiné aux irrigants, étudier la possibilité de déléguer la gestion de ce forage à la coopérative existante et d’instaurer une redevance au lieu de créer un comité de gestion supplémentaire | Coordinatrice du projet |
| B.4 | Concernant la sécurisation des réserves, étudier le mécanisme financiers permettant d’assurer la protection de la réserve. (Actuellement, les barrières ne suffiront pas a protéger la zone, et les gardiens, si ils sont prévus, doivent être rémunérés) | Coordinatrice du projet |
| C | Résultat 3 : Renforcement des capacités humaines et institutionnelles pour accroître les moyens de subsistance ruraux durables parmi les communautés vulnérables dans deux régions ciblées, Adailou et Assamo |  |
| C.1 | Réfléchir sur la pérennité des comités de gestion de bassin, leur mandat et leur rôle sachant l’existence d’institutions locales déjà présentes : Conseil Régional, Organe Déconcentrés, Préfecture. | Coordinatrice du Projet |
|  | **Durabilité** |  |
|  | mieux intégrer les phénomènes climatiques extrêmes (crues exceptionnelles, sécheresse exceptionnelle dans le calibrage des ouvrages hydrauliques pour leur durabilité. | Ministère de l’Environnement et Directions Grands Travaux |
|  | Capitaliser les ressources humaines du Projet au profit de la DEDD en anticipant sur leur recrutement ultérieur au sein de la DEDD. A l’heure actuelle, après la fin du projet, rien n’est prévu pour ce personnel au niveau du Ministère de l’environnement | Ministère de l’Environnement |
|  | Mise en Œuvre du Projet |  |
|  | Bien que la convention ait été signé en fin décembre 2014, la prise de fonction effective de la coordinatrice du projet, n’a, elle, débuté qu’en Avril 2015. Aussi, les dommages du fait des crues sur les seuils, retardent l’atteinte du résultat 2, et par effet de boule de neige, le travail devant être fait pour le résultat 3.  Nous recommandons ainsi une extension du projet de 6 mois au minimum pour permettre l’atteinte des résultats. | PNUD |

# Introduction

L’évaluation à mi-parcours est une procédure indépendante mise en œuvre par une équipe extérieure au projet. Elle est effectuée conformément aux directives, règles et procédures établies par le PNUD dans le cadre des projets financés par le Fonds d’Adaptation. L’évaluation porte sur l’ensemble des activités mises en œuvre dans le cadre du projet de « Soutien à l’adaptation au changement climatique des communautés rurales des régions montagneuses de Djibouti » depuis le démarrage jusqu’en Décembre 2017.

## But et Objectif de l’évaluation

Le principal but de cette évaluation est de documenter les progrès réalisés par le projet dans le cadre de la réalisation de ses objectifs et l’atteintes des résultats tels que spécifiés dans le document de projet. Egalement, il s’agit d’évaluer les signes précurseurs de succès ou d’échecs des activités avec pour principal objectif de suivre la mise en œuvre et la gestion réactive afin d’améliorer les réalisations du projet. En effet, L’évaluation à mi-parcours permettra de mettre l’accent sur l’efficacité, l’efficience et l’opportunité de mise en œuvre du projet ; de mettre en évidence les problèmes nécessitant des décisions et des actions correctives dans la mise en œuvre des activités; et de présenter les premiers enseignements tirés de la conception, de la mise en œuvre et de la gestion du projet. Les résultats de l’évaluation à mi-parcours seront incorporés sous la forme de recommandations pour une mise en œuvre améliorée des objectifs du projet et des résultats attendus.

## Etendue et Méthodologie de la mission

### Etendue de la Mission

Cette évaluation à mi – parcours porte sur toute la période de mise en œuvre du projet depuis l’atelier national de lancement du projet qui a eu lieu le 12 Novembre 2014 jusqu’à au mois de Décembre 2017. Elle concerne l’ensemble des composantes ainsi que toutes les activités réalisées dans le cadre du projet de « Soutien à l’adaptation au changement climatique des communautés rurales des régions montagneuses de Djibouti ».

### Méthodologie

Dans le cadre de cette évaluation à mi-parcours, nous avons utilisé une méthodologie qui a pris en compte les procédures appliquées au PNUD, conformément aux évaluations à mi-parcours des projets financés par le fonds d’adaptation aux changements climatiques. Il s’agit d’une approche participative qui inclut toutes les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de ce projet. Nous avons travaillé avec le point focal du PNUD dans le cadre de projet, l’Unité de Gestion du Projet, mais aussi avec les institutions sectorielles gouvernementales ainsi que les bénéficiaires et autres parties prenantes engagées dans l’exécution du présent projet.

Ce travail a été effectué au préalable à travers par une revue documentaire. Ensuite, une visite de terrain a été organisée sur les 2 sites de mise en œuvre du projet à Assamo et Aidalou. Lors de cette visite, nous avons pu observer directement les activités mises en place, rencontrer les autorités locales impliquées dans la mise en œuvre du projet, discuter avec les communautés bénéficiaires du projet et interviewer leurs leaders communautaires ainsi que les organisations de coopératives agricoles et les ONG locales.

Enfin un mini-atelier de restitution des résultats préliminaires a été organisé à la Direction de l’Environnement et du Développement Durable afin de présenter les premières conclusions de cette évaluation à mi-parcours aux différentes parties prenantes. Ainsi, cette méthodologie utilisée se présente comme suit :

### Revue documentaire

L’équipe d’évaluation a sollicité de l’Unité de Gestion du Projet (UGP), la mise à disposition de toute la documentation disponible sur le projet. Nous avons ainsi obtenu le document initial de projet, le plan de travail, les rapports soumis au Comité de Pilotage et au Comité Technique, les rapports d’activités annuelles du projet, les rapports techniques des consultants nationaux, les procès-verbaux des missions de terrain, les rapports sur la performance du projet, les rapports financiers combinées du PNUD, le document de Vision du pays : Vision Djibouti 2035. Cette documentation nous a permis de recueillir suffisamment d’informations dans le cadre de cette mission d’évaluation à mi-parcours. Ces informations ont été ensuite complétées par une visite de terrain sur les 2 sites d’Assamo et d’Aidalou.

### Mission de terrain :

Une mission de terrain a été organisée afin de voir de près les réalisations du projet au niveau de chacun des 2 sites de mise en œuvre du projet. Elle nous a permis de recueillir le point de vue des bénéficiaires, des leaders communautaires et des organisations de coopératives et des ONG locales sur leurs attentes par rapports aux différentes réalisations du projet. Cette visite nous a permis également d’apprécier les réalisations des activités sur le terrain ainsi que la mise en œuvre globale du projet. Cette visite, effectuée avec l’équipe du projet a par ailleurs été propice aux échanges avec la Coordonnatrice du Projet afin d’apprécier les stratégies adaptatives du projet pour éviter les duplications d’activités réalisées par d’autres projets sur les 2 sites. Les informations collectées lors de la visite de terrain ont été complétées par des rencontres et des entretiens que nous avons eu avec les autres parties prenantes.

### Entretiens avec les parties prenantes

Après la visite de terrain, nous avons procédé à l’organisation de rencontres avec les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet et membres du Comité de Pilotage et du Comité Technique. Ces entretiens nous ont permis de collecter d’informations supplémentaires permettant une meilleure appréciation de la stratégie, de l’approche utilisée pour la mise en œuvre, des progrès réalisés et de la perception de chaque acteur sur l’évolution du projet. Ces entretiens ont eu lieu non seulement dans la capitale à Djibouti-ville mais aussi à l’intérieur du pays dans les Préfectures d’Ali-Sabieh et de Tadjourah avec tous les acteurs impliqués.

### Limites de l’évaluation à mi-parcours

Cette évaluation est effectuée après deux années et demie de mise en œuvre du projet. Un certain nombre d’activités importantes ont été mise en place, d’autres sont en cours de réalisation et d’autres à venir. Les principales limites de cette mission sont la courte durée et l’indisponibilité de certaines personnes représentants les parties prenantes. Mais, cela ne pourras pas impacter sur la validité des résultats obtenus et les conclusions auxquelles nous sommes parvenues.

# Description et Contexte du Projet

## Contexte de développement du Projet

Depuis 2007, Djibouti est confronté à un épisode de sécheresse prolongé qui a fortement affecté la production pastorale agricole et les moyens de subsistance ruraux. Les précipitations ont été inférieures de 75% à la moyenne dans certaines régions. Les analyses de données effectuées dans le cadre de la Communication Nationale Initiale (CNI) à la CCNUCC ont prévu des réductions des précipitations comprises entre 4% et 11% jusqu'en 2050. Déjà, les premières manifestations du changement climatique et les changements associés dans les précipitations et les régimes hydriques ont été ressentis. La CNI et le Programme d'Action National d'Adaptation (PANA) ont montré une augmentation marquée de la température de 1,5 ° C depuis 1990 à travers Djibouti et des réductions des précipitations depuis 1960 (entre 6-15%, selon la région).

Les conséquences du changement climatique sont préjudiciables aux régions rurales, qui dépendent de l'agriculture de subsistance et du pastoralisme et ont un accès très limité aux infrastructures, aux services et aux marchés. Les activités pastorales consistent en un vaste élevage nomade (principalement des moutons, des chèvres et des chameaux), qui représente souvent la seule source de subsistance. Cependant, en raison des impacts de la sécheresse, la transhumance est limitée par une réduction des itinéraires de pâturage avec suffisamment d'eau et de pâturages. Plus de 70% de la population et des troupeaux n'ont pas accès à l'eau à une distance raisonnable. De même, les ventes de bétail ont été réduites en raison de la mauvaise santé des animaux et de la difficulté à parcourir les longues distances pour atteindre les marchés.

Par ailleurs, le développement de l'agriculture à petite échelle reste modeste à Djibouti, principalement en raison de la pénurie de ressources en eau dans la plupart des zones rurales. La culture des petites parcelles agricoles est généralement située sur les rives des oueds, où la disponibilité de l'eau d'irrigation et des terres fertiles est la plus grande. La plupart des agriculteurs sont impliqués dans la production de fruits et légumes, parfois associée à une production d'élevage semi-sédentaire (agro-pastoralisme). Au total, l'agriculture sédentaire ne contribue qu'à hauteur de 3% du PIB.

Dans les zones montagneuses de Djibouti, les communautés sont disproportionnellement pauvres en raison du manque d'infrastructures, d'un accès limité au marché et de conditions agricoles plus défavorables (comme avec d'autres régions montagneuses du monde). Les marchés sont situés principalement sur la côte ou dans les plaines. En conséquence, les populations montagnardes rurales ont des moyens limités de vendre des produits et, en fait, des incitations limitées à développer des activités génératrices de revenus (AGR).

En dépit du fait que les zones rurales ont un poids démographique de 27% à Djibouti, les zones rurales contiennent 45% de la population considérée comme vivant dans l'extrême pauvreté.

Les résultats de la dernière enquête sur l'évaluation de la sécurité alimentaire menée par le Programme alimentaire mondial en mai 2013 montrent que 49% des ménages ruraux souffrent d'insécurité alimentaire modérée et que 18% des ménages souffrent d'insécurité alimentaire grave.

## Problèmes que le projet vise à résoudre

Les moyens de subsistance des populations rurales sont actuellement menacés à Djibouti en raison des pénuries d'eau répétées pendant les périodes de sécheresse grave et de l'incapacité de capter et d'infiltrer les eaux de ruissellement pendant les fortes pluies. La réduction des ressources en eau a conduit à un pompage excessif des ressources en eau souterraine et à une augmentation de la teneur en sel des eaux souterraines. Ce problème est aggravé par le manque de systèmes fluviaux permanents (wadis) qui, lorsqu'ils sont soumis à des périodes de pluie peu fréquentes, sont caractérisés par des inondations désastreuses avec une érosion importante. De plus, Djibouti a un taux d'évapotranspiration dix fois plus élevé que les précipitations annuelles, ce qui fait que les périodes de sécheresse sont longues. En raison du manque d'eau, les agriculteurs et les pasteurs subissent une forte baisse de la production agricole et animale et une détérioration de leurs revenus. Le manque d'eau a déjà forcé les pasteurs nomades à résider plus longtemps dans des sites proches des forages d'eau souterraine. Par conséquent, il y a eu une pression intense sur les points d'eau existants et une dégradation importante des terres et des forêts ainsi qu'une perte de végétation due au surpâturage.

Une forte tendance à long terme de l'aridification dans les hautes terres de Djibouti, accompagnée de pluies de plus en plus erratiques et sévères, a provoqué une érosion importante et des dommages aux moyens de subsistance. Ce changement de tendance compromet sérieusement les modes de vie pastoraux et agricoles et accroissaient la vulnérabilité des communautés rurales déjà menacées. En outre, les possibilités de gagner sa vie dans les régions de montagne sont limitées en raison de leur éloignement et de leur manque d'accès aux marchés. L'exacerbation du problème de l'accès aux marchés dans les régions de montagne tient au fait qu'il existe des liens limités entre les agropasteurs et les pratiques agricoles et pastorales durables qui peuvent les aider à s'adapter au changement climatique. Les agro-éleveurs ne sont pas familiers avec la façon dont les technologies peuvent aider à augmenter la productivité et à renforcer la résilience au changement climatique (par exemple en utilisant l'eau de pluie pour atténuer les impacts de la sécheresse). Peu d'avertissements sur la sécheresse et les inondations sont communiqués aux populations rurales, et les informations sur les meilleures pratiques en matière de gestion de l'eau ne sont pas efficacement relayées aux communautés rurales. La situation est désastreuse pour les populations montagnardes rurales car il n'existe pas de stations hydrométéorologiques pour aider à générer des alertes météorologiques. En outre, les populations rurales n'ont aucun moyen de générer des revenus et une base de capital suffisants pour rendre leurs systèmes de subsistance plus résistants aux risques climatiques très variables.

Les régions montagneuses rurales ciblées par cette initiative n'ont pas d'autres moyens de subsistance alternatifs majeurs (tels que l'industrie ou l'exploitation minière). Lorsque les conditions de vie deviennent trop difficiles dans les régions rurales, l'option d'adaptation habituelle est la migration vers la capitale de Djibouti, Djibouti Ville. Cependant, le taux de chômage à Djibouti Ville est déjà extrêmement élevé (environ 60%).

L'exacerbation des problèmes liés à la pauvreté et au climat dans les régions de montagne est liée à la disponibilité limitée de fonds au niveau national pour soutenir les actions d'adaptation. Djibouti a besoin de ressources financières importantes pour faire face aux impacts du changement climatique. Comme l'indique l'évaluation des besoins du GFDRR après les catastrophes, au cours de la période 2013-2018, les interventions en cas de sécheresse et autres risques devraient coûter 196 millions de dollars US (environ 4% du PIB). Cependant, en raison de la gravité des effets des conditions météorologiques extrêmes (sécheresses, inondations) et de l'insécurité alimentaire associée, la plupart des lignes budgétaires du Gouvernement djiboutien sont utilisées pour soutenir des priorités à court terme telles que les forages lorsque les puits sont secs. Par conséquent, les communautés paysannes et pastorales dans les régions où la variabilité des précipitations est la plus élevée dépendent largement de l'aide humanitaire pour amortir les risques pendant les périodes de sécheresse prolongée. Cependant, l'aide humanitaire n'est souvent pas opportune ou efficace.

## Description du projet et de sa stratégie

L'objectif du projet est de réduire les vulnérabilités liées au climat auxquelles sont confrontés les habitants des régions montagneuses de Djibouti à travers le renforcement institutionnel, la gestion intelligente de l'eau et un investissement ciblé. C’est pourquoi, le projet cible particulièrement les communautés rurales qui vivent dans les régions d’Assamo et d’Aidalou pour développer leurs capacités d’adaptation et de prendre le chemin d’un développement résilient aux chocs climatiques. Ainsi, le projet vise à faciliter l'adaptation au changement climatique aux niveaux régional (sous-national) et local tout en renforçant une réponse nationale coordonnée. Au niveau national, le Comité national des changements climatiques sera réactivé pour coordonner les actions intersectorielles d'adaptation au changement climatique afin d'assurer une utilisation maximale des ressources et des co-bénéfices, une planification éclairée à moyen et long terme et une utilisation efficace et transparente des fonds. Au niveau régional, les fonds du Fonds pour les PMA serviront à renforcer la préparation ciblée contre les sécheresses et les inondations. Au niveau local, avec le soutien des ONG/OSC locales, le projet réduira la vulnérabilité des populations rurales de montagne au changement climatique en mobilisant et stockant les ressources en eaux de surface et souterraines, en réduisant l'érosion par le reboisement / végétalisation se préparer aux risques de sécheresse et d'inondation et diversifier les moyens de subsistance tout en améliorant l'accès au marché.

Le projet utilisera les fonds des PMA pour appliquer une stratégie à trois niveaux dans les villages de montagne d'Aidalou, situés dans la région de Tadjourah et d'Assamo, situés dans la région d’Ali Sabieh, en utilisant diverses approches novatrices décrites ci-dessous:

• Réactiver le Comité national sur les changements climatiques et lui donner un mandat clair pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale sur les changements climatiques.

• Le développement d'une expertise nationale en modélisation dynamique afin de garantir que l'adaptation est pertinente, rentable et bien intégrée dans des stratégies couvrant un large éventail de secteurs (par exemple la santé, la finance, l'économie et l'environnement).

• Création d'un fonds national pour l'environnement et les changements climatiques pour exploiter plus de 50 fonds publics internationaux et 6 000 fonds de capital-investissement fournissant des financements pour le changement climatique afin de garantir que les actions du changement climatique sont prioritaires et que les fonds gouvernementaux soient spécifiquement réservés aux actions climatiques.

• Création de comités de gestion des bassins versants (à ce jour, non développés à Djibouti).

• Création de coopératives de construction de gabions (à ce jour, non développées à Djibouti) pour assurer la diversification des moyens de subsistance.

• Promotion de l'échange de connaissances intercommunautaires sur le développement des pépinières, le reboisement et la commercialisation des produits artisanaux.

• Renforcer l'auto-résilience de la communauté au changement climatique en donnant aux régions et aux communautés les moyens de participer aux mesures de préparation aux inondations et à la sécheresse.

• Associer la distribution de foyers de cuisson à la microfinance pour soutenir un effort ciblé de réduction de la déforestation dans les zones montagneuses qui sont fortement exposées à la dégradation des terres induite par le changement climatique.

Pour atteindre les objectifs, le projet comprend trois composantes qui correspondent aux 3 niveaux stratégiques (national, régional et local), à savoir :

* **Composante 1**: Coordination des efforts nationaux visant à renforcer la résilience du pays face aux changements climatiques à travers un environnement propice aux différents secteurs et niveaux (national à local) pour favoriser l'intégration cohérente d'un large éventail de politiques et d'activités liées au changement climatique ;
* **Composante 2**: Réduction de la vulnérabilité au changement climatique pour les communautés vulnérables dans deux régions de montagne ciblées: Adailou et Assamo;
* **Composante 3:** Renforcement des capacités humaines et institutionnelles pour accroître les moyens de subsistance ruraux durables parmi les communautés vulnérables dans deux régions ciblées, Adailou et Assamo

Dans l'ensemble, les synergies et les liens entre les trois composantes sont les suivants:

**La composante 1** vise à répondre aux besoins et lacunes identifiés au niveau national par le PANA, la communication nationale initiale à la CCNUCC, l'autoévaluation nationale des capacités et une série d'autres études pour les interventions futures en matière de changement climatique afin de maximiser leur impact et l’efficacité de l'adaptation. Avec la mise en place d'un comité national sur le changement climatique (CNCC) actif et d'une stratégie nationale sur le changement climatique pour guider les interventions du gouvernement et des bailleurs de fonds, des politiques conjointes et une programmation cohérente sur le terrain seront mises en place pour les projets futurs grâce à une meilleure coordination inter institutions, à un meilleur partage de l'information, à une meilleure identification des possibilités de cofinancement / financement à effet de levier et à une meilleure diffusion des enseignements tirés et des impacts des projets.

**La composante 2** travaillera sur le terrain, facilitant la mobilisation de l'eau, le reboisement et le renforcement des capacités des agro-éleveurs et pasteurs sur les pratiques adaptatives durables telles que les méthodes de conservation des sols et de l'eau et les pratiques d'irrigation efficaces. Toutes les pratiques éprouvées pourront être étendues avec le soutien du CNCC et de son secrétariat de la composante 1.

**La composante 3** exploitera les ressources en eau et les pratiques agro-pastorales améliorées de la composante 2 et renforcera la résilience au niveau du sol des communautés en permettant aux populations montagnardes rurales de diversifier leurs activités génératrices de revenus. Les activités diversifiées à introduire incluent l'aviculture, l'apiculture, le développement des pépinières et la fabrication artisanale des gabions. Les ventes telles que les œufs, le miel et les produits laitiers seront soutenues par la construction ou la réhabilitation d'étals dans les villes les plus proches d'Adailou et d'Assamo (respectivement à Tadjourah et Ali Sabieh). En outre, la composante 3 soutiendra les niveaux régional et communautaire dans la préparation aux risques de catastrophe. Avec le renforcement de la capacité au niveau régional et communautaire, la préparation à la GRC / RRC deviendra plus ciblée et durable pour les populations montagnardes qui avaient été marginalisées auparavant. Le projet financé par le fonds d’Adaptation établira un précédent en soutenant la communauté et permettra à d'autres régions rurales de renforcer leurs capacités de GRC/RRC. En outre, le renforcement des capacités des comités régionaux de gestion des risques et des catastrophes permettra de soutenir la politique nationale de décentralisation de Djibouti, qui est en train de devenir un cadre juridique

Les principaux résultats attendus de projet sont les suivants :

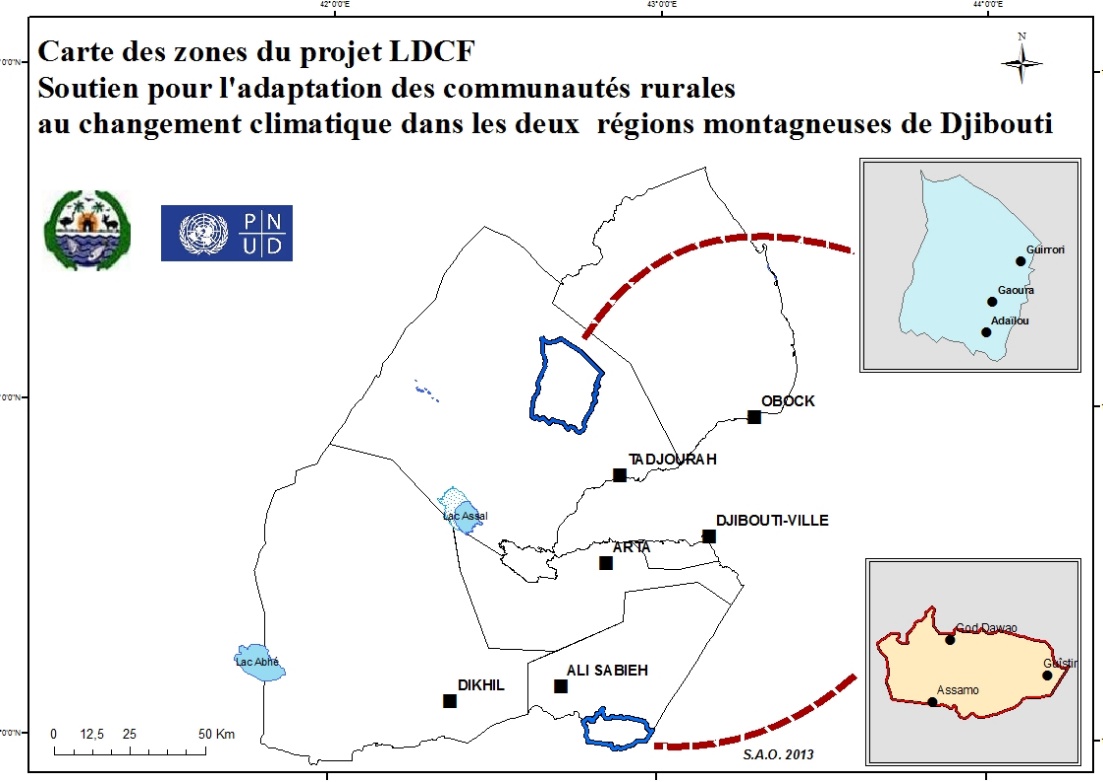
**Résultat 1:** Renforcement des capacités institutionnelles pour une planification coordonnée et résiliente au changement climatique; des mécanismes et un environnement d'investissement risqué mis en place pour catalyser le financement de l'adaptation au changement climatique

**Résultat 2:** Amélioration de la gestion de l'eau dans les régions ciblées pour conserver les ressources en eau limitées et gérer les flux temporels afin de réduire les inondations et l'érosion

**Résultat 3:** Résilience améliorée aux risques hydrologiques et climatiques, Résilience accrue aux chocs économiques liés au climat grâce à la génération de revenus et à la diversification

## Zone d’intervention du Projet

La zone d’intervention du projet est située dans les régions de Tadjourah au Nord et d'Ali - Sabieh au Sud du pays. Le site du village d’Aidalou est situé à 25 km de chef-lieu (Tadjourah) alors que le site d’Assamo est à un 20 km du chef-lieu (Ali-Sabieh).



**Carte 1 :** Délimitation de la zone du projet(Source: Document du projet)

## Cohérence et impacts escomptés du projet à Djibouti

La conception du projet et les résultats attendus ont été définis sur la base des recommandations du Programme d'action national d'adaptation (PANA) de Djibouti, sa Communication nationale initiale à la CCNUCC, l'Autoévaluation nationale des capacités (ANCR), les études récentes mises en œuvre dans le cadre de nouvelles initiatives (telles que la Grande Muraille Verte, la GGW initiative) ainsi que sur les politiques et stratégies nationales et sectorielles du pays :

* Le Programme d'action national pour l'adaptation (PANA, 2006) concentre les priorités d'adaptation sur trois secteurs - l'eau, l'agriculture et la foresterie, et l'élevage. Sur les 12 principales vulnérabilités identifiées dans le PANA, 5 (inondations, manque d'eau, perte de biens et d'infrastructures, menaces sur les moyens de subsistance et stress du bétail) sont traitées par le projet. Le projet prévoit que le MHUE, coordonne les activités prévus dans le projet avec les autres projets en cours, et ciblent dans les deux zones du projetles populations vulnérables pour répondre directement aux priorités du PANA.
* Le projet se veut en phase avec la Communication nationale initiale à la CCNUCC (2001), qui identifie le principal problème environnemental de Djibouti comme étant la pénurie d'eau et l'éphémère des eaux de surface. Le projet prévoit de mettre en œuvre certaines des mesures d'adaptation proposées par le PCI en intégrant les considérations liées aux changements climatiques dans la planification des ressources en eau, les installations hydrauliques et la gestion durable des ressources arborées (notamment le reboisement des hautes terres). Les contraintes de développement des capacités, de sensibilisation et de recettes fiscales sont mises en évidence en tant qu'obstacles transversaux aux actions d'adaptation au changement climatique, qui seront toutes traitées par le projet.
* le projet veut répondre aussi aux besoins identifiés dans l'Autoévaluation nationale des capacités (2008). Le manque de coordination et le chevauchement des mandats entre les entités gouvernementales sont identifiés comme des défis majeurs pour la gouvernance environnementale dans l'ANCR. De plus, l'ANCR recommande la création d'un bureau de coordination assorti d'un renforcement des capacités et de la fourniture d'outils et de ressources nécessaires au fonctionnement des agences gouvernementales. Cette recommandation spécifique sera traitée dans la composante 1 du projet. De même, les Composantes 2 et 3 répondront aux recommandations de l'ANCR pour soutenir le renforcement des capacités communautaires pour la gestion des ressources naturelles et la promotion de la réduction de l'exploitation forestière et de la dégradation des terres.
* La composante 3 de ce projet s’est aligné sur l'Initiative nationale pour le développement social (INDS). Cette initiative a été lancée en janvier 2007 pour relever les défis sociaux et économiques de Djibouti, remplaçant le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). L'INDS vise à promouvoir l'accès aux services sociaux de base et à améliorer la qualité et l'efficacité de la distribution en termes de réduction des risques de catastrophe (DRR). Conformément à l'objectif de la Composante 3, l'INDS vise à rationaliser la RRC dans les secteurs prioritaires en renforçant la capacité institutionnelle de gestion des risques de catastrophe (DRM), l'atténuation des risques et la préparation.
* Le projet prévoit également des mesures pour faire avancer le processus du Plan National d'Adaptation Climatique de Djibouti. À ce jour, Djibouti a mobilisé de nombreuses organisations gouvernementales, privées et de la société civile pour sensibiliser à l'adaptation, à son caractère transversal et aux défis que cela comporte.

Afin de s'appuyer sur les plans existants et d'éviter la duplication des efforts, le projet prévoit de travailler en conjonction avec des projets en cours à Djibouti et s'appuiera sur des initiatives similaires pour chaque composante du projet (par ex. le projet financé par le PNUD au titre du PMA2, ​​les projets de la BAD et de l'IGAD, etc.)

## L’approche genre dans la conception du projet

Le projet prévoit que les femmes bénéficient du projet autant que les hommes. Le projet a pour objectif de contribuer à l’atteinte de l’OMD 3 : qui vise à Promouvoir l'égalité des sexes et autonomiser les femmes.

Le projet prévoit que les femmes seront responsabilisées en leur permettant de diversifier leurs moyens de subsistance dans la chaîne de valeur des produits agricoles et pastoraux, y compris le développement de pépinières et la commercialisation des produits artisanaux. Ils auront également une représentation égale au sein des comités de gestion des points d'eau et des bassins hydrographiques. Ainsi, pour chaque

Par exemple, dans le cadre du projet, la constitution des comités de gestion se fera de manière paritaire et tous les membres recevront une formation.

Le projet prévoit de renforcer les capacités des femmes dans tous ces domaines et dans certains domaines supplémentaires afin qu'elles puissent accéder à une combinaison diversifiée de sources de revenus. Les femmes seront ciblées dans le développement de pépinières, le développement de produits artisanaux et la commercialisation de produits de volaille et de miel. Il est prévue que 40 femmes recevront un appui pour développer des pépinières et 20 seront formées pour participer au marché artisanal (avec le soutien de l'Association des femmes de Tadjourah)

## Arrangement de Gestion du Projet

Plusieurs institutions sont impliquées dans la mise en œuvre du projet et des mécanismes de coordination des activités ont été définis:

* **Type de l’entité de mise en œuvre :** Entité Multilatérale de Mise en œuvre
* **Agence de mise en œuvre :** Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
* **Agence d’exécution :** Ministère de l’Habitat de l’Urbanisme et de l’Environnement à travers la Direction de l’Environnement et du Développement Durable
* **Comité du Pilotage du Projet :** Le comité de pilotage donne des orientations pour la mise en œuvre du projet.Il comprend lePNUD, le Secrétariat d’Etat à la Solidarité Nationale (SESN), le Ministère de l’Enseignement Supérieur et de la Recherche (CERD), le Ministère de l’Agriculture, de l’élevage, de la pêche chargé des ressources halieutiques (Point focal Direction des Grands Travaux), la Préfecture de Tadjourah et d’Ali Sabieh, les Conseils régionaux de Tadjourah et d’Ali Sabieh.
* **Comité Technique :** Le comité technique donne des orientations techniques pour la définition des actions de terrain. Il est constitué des points focaux (La Direction des Grands Travaux, la Direction de l’Hydraulique Rurale, la Direction de l’Agriculture et des Forêts, la Direction de l’Elevage, CERD, SESN, PNUD) et l’Unité de Gestion du Projet.
* **Unité de Gestion du Projet :** Assure la mise en œuvre des activités opérationnelles et fonctionnelles du projet.L’unité de gestion du projet est constituée d’un Directeur National du projet responsable de la bonne exécution du projet. Les activités quotidiennes sont conduites par une coordonnatrice de projet assistée d’un assistant financier, d’une assistante administrative, de deux points focaux régionaux.

**Durée du Projet :** Le projet est prévue pour une durée initiale totale de quarre (04) ans à compter de la date de signature de la convention le 10 Février 2015 jusqu’au 10 Février 2019.

## Liste des principales parties prenantes

Les principales parties prenantes du projet sont :

* Ministère de l’Habitat, de l’Urbanisme et de l’Environnement (MHUE) à travers la Direction de l’Environnement et du Développement Durable (DEDD)
* **Ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche, de l'Elevage et des Ressources halieutiques (MAEPERH)** à travers la Direction des Grands Travaux, la Direction de l’Hydraulique Rurale, la Direction de l’Agriculture et des Forêts et la Direction de l’Elevage
* le Ministère de l’Enseignement Supérieur et de la Recherche à travers le Centre d’Etudes et de Recherche de Djibouti (CERD)
* Le Secrétariat d’Etats aux Affaires Sociales (SEAS)
* les Préfectures et les Conseils Régionaux de Tadjourah et d’Ali Sabieh
* l’Association Ecologie Village Adailou (EVA)
* le Groupement Paysan Agricole d’Assamo (GPAA)
* Les communautés bénéficiaires

# Résultats de l’évaluation à mi parcours

## Stratégie du projet

### Conception du projet

Le projet est bien formulé sur le plan de sa conception avec des hypothèses tenant compte des réalités locales. Le document de projet est rédigé en anglais. La réalisation du projet et l’atteinte des résultats se base essentiellement sur les hypothèses suivantes :

* **Au niveau institutionnel, l’hypothèse d’une forte implication des institutions est confirmée.** Le Ministère de l’Environnement est l’acteur pivot de la mise en œuvre du projet et facilite les relations avec les autres ministères. Ceci a permis entre autres de réaliser le diagnostic et la stratégie nationale d’atténuation/d’adaptation aux changements climatiques, un des outcomes clef de la composante 1.
* **Au niveau de la participation des communautés au projet, l’hypothèse d’une forte mobilisation communautaire s’est concrétisée** avec la stratégie d’approche participative dans l’identification, la mise en œuvre des activités de la composante 2 et 3. Le point de vue des communautés est clairement pris en compte dans les décisions sur les activités, et il est un vecteur de réussite des activités jusque-là réalisés.
* **La stratégie de se baser sur les ONGs existantes, jouant le rôle d’intermédiation dans la réalisation des activités a permis la réalisation de travaux importants à moindre couts et de manière assez rapide.** Les travaux de constructions des seuils, par exemple, ont duré moins de trois mois. Les ONGs ont recruté les habitants de la zone pour la construction des seuils et donc le projet a permis la création d’emploi temporaire et des rentrés de revenus aux ménages.

**Il est prévu dans le cadre du projet la protection d’une zone pour le pâturage.** L’équipe du projet, avec la collaboration des communautés, a ainsi identifié une zone et délimité cette zone avec des pierres blanches. La protection se base sur plusieurs hypothèses : sensibilisation des communautés, barrières et mobilisation de garde de sécurités. Les deux dernières hypothèses ne semblent pas pertinentes. L’installation de barrières à un cout non négligeable et le financement des gardiens ne sont pas prévus dans le cadre du projet. Le problème de la sécurisation du périmètre à l’heure actuelle demeure.

L’hypothèse d’une bonne connaissance du climat et de l’environnement local (pluie, crues, hydrologie, géologie) n’a malheureusement pas suffit à éviter les dégâts causés sur les seuils par les dernières crues. Malgré les études réalisées et le recueil d’informations collectés au niveau de la direction des grands travaux, les seuils n’ont pas résisté aux crues.

La **stratégie de gestion directe du projet** **par une équipe recrutée par le PNUD, installée au sein du Ministère de l’Environnement s’avère particulièrement efficace.** L’équipe en place mène les activités le mieux possible par rapport au plan de travail et surtout l’équipe du projet a su s’adapter à la demande des bénéficiaires du projet.

**La stratégie de périmètre d’intervention du projet basé sur les bassins versants est pertinente** car la ressource en eau constitue l’élément originel de la résilience au changement climatique. La disponibilité de la ressource en eau **permettra de développer les activités en aval.**

La **stratégie d’ancrage institutionnelle** au niveau du ministère de l’environnement est pertinente car le projet est un projet concernant le changement climatique. La gouvernance et le management du projet actuel se base sur les leçons apprises des derniers LDCF (2 et 3) : Le Ministère de l’Environnement joue le rôle d’agence d’exécution, la gouvernance est assurée par un comité de pilotage, et les aspects techniques et opérationnelles sont assurés par une équipe de consultants en appui au ministère de l’environnement.

### Cadre de résultats

Le contenu du cadre logique est robuste et puissant de par sa clarté. Le cadre logique explique de manière très claire les « outcomes » d’une part, et d’autre part « les indicateurs, la Baseline, la cible à la fin du projet, et les sources de vérification », ainsi que les risques et hypothèses relatifs à chaque objectif/résultats d’autre part.

#### Des résultats à atteindre

Le projet vise à atteindre trois résultats :

Résultat 1 : Renforcement des capacités institutionnelles pour une planification coordonnée et résiliente au changement climatique; des mécanismes et un environnement d'investissement risqué mis en place pour catalyser le financement de l'adaptation au changement climatique

Résultat 2 : Amélioration de la gestion de l'eau dans les régions ciblées pour conserver les ressources en eau limitées et gérer les flux temporels afin de réduire les inondations et l'érosion

Résultat 3 : Résilience améliorée aux risques hydrologiques et climatiques Résilience accrue aux chocs économiques liés au climat grâce à la génération de revenus et à la diversification

Compte tenu des progrès réalisés à mi-parcours, le projet est en bonne voie pour l’atteinte de ses objectifs d’ici la fin du projet. Les objectifs et résultats du projet sont clairs, pratiques et réalisables dans les délais impartis.

Les activités de la composante 1, dont la validation de la stratégie nationale d’adaptation/d’atténuation du changement climatique, devrait permettre au gouvernement djiboutien d’organiser le financement de projets de développement sous l’angle du changement climatique.

Les activités de la composante 2, dont le développement de pépinières, la construction de seuil, ont pour but d’augmenter la surface de terres irriguées (30 hectares pour chaque zone). Ce résultat permet la création d’emploi directe et indirecte. Le développement des exploitations agricoles communautaires contribue au développement économique local.

Les activités de la composante 3, vont être mise en œuvre dans la deuxième phase du projet.

#### Malgré des risques avérés

Le risque identifié lors de la conception du projet concernant l’activation du Comité National sur le Changement Climatique s’avère et cela malgré l’appui des institutions politiques du pays. A mi-parcours, le CNCC n’est toujours pas opérationnel.

Le risque de crues, endommageant de manière significative les infrastructures, s’est aussi avéré. L’équipe du projet a du prendre des mesures de corrections pour reconstruire les ouvrages

L’équipe du projet a réussi a atténué le risque identifié pour ne pas atteindre l’outcome 1: Les institutions qui travaillent dans le domaine de l'adaptation ont peu de connaissances financières et de capacité à établir des fonds et des instruments financiers et à évaluer les coûts et les mesures des différentes options d'adaptation. L’équipe du projet a recruté des consultants pour le renforcement des capacités et établir les feuilles de routes.

## Progrès vers la réalisation des résultats

Cette partie concerne essentiellement de l’examen à mi – parcours des différentes réalisations en vue d’en apprécier le niveau de progrès vers l’atteinte des résultats attendus. Le projet vise l’atteinte de trois résultats, à travers la réalisation d’activités, qui sont répertoriés dans un planning de travail détaillé s’écoulant sur une durée de 4 ans.

Pour le résultat 1 : 13 activités sont prévus pour un budget de 500 000 USD

Pour le résultat 2 : 45 activités sont prévus, pour un budget de 4 300 000 USD

Pour le résultat 3 : 15 activités sont prévus pour un budget de 500 000 USD

Le premier constat que l’on peut faire sur ce planning de travail est qu’il correspond à une liste de tâches, relativement longue, avec une budgétisation pour chacune de ses tâches. **De facto, plus la liste de tâches à réaliser est longue, plus la probabilité de rencontrer des difficultés individuelles au niveau de chaque activité augmentera**. Le regroupement de certaines activités permettrait ainsi de diminuer le nombre d’interlocuteurs et faciliterai le suivi de l’exécution du projet.

**Les activités peuvent se scinder en trois groupes : études – renforcement de capacités – travaux**

**Nous avons exclu de chaque résultat, les activités de suivi et évaluation. Au total donc, le projet prévoit la mise en œuvre de 73 activités**. Cette mise en œuvre suppose à chaque fois le recrutement spécifique d’une compétence pour la réalisation de cette activité. La sélection de cette compétence doit passer par le processus de marché publics du PNUD. **Outre la charge de travail non négligeable pour le coordinateur de projet au vu du nombre d’activités, celui-ci doit gérer en plus la qualité des produits délivrés par les prestataires en s’appuyant sur l’équipe de consultants. Il y a lieu donc de chercher à regrouper les activités par thématiques et composante afin d’optimiser les appels d’offres.**

### Progrès vers la réalisation des résultats

Le projet comprend trois volets :

Outcome 1 : Les capacités institutionnelles pour la coordination des activités liées à l’adaptation au changement climatique sont renforcées et un financement pérenne est assuré ;

Outcome 2 : La ressource en eau dans les zones cibles est garantie et les activités socio-économiques locales génératrices de revenus sont développées ;

Outcome 3 : Les capacités institutionnelles au niveau locales et régionales sont renforcées permettant de pérenniser le tissu socio-économique local/régional.

#### Atteinte des résultats du volet 1 :

Pour atteindre ce résultat, il a été prévu de réaliser un nombre de 11 activités dont le détail des réalisations permettant d’apprécier le niveau d’exécution est indiqué à la matrice d’exécution figurant dans la section suivante.

Il ressort de cette matrice, que les 11 activités peuvent être organisées en trois groupes :

1. Réactivation du Comité national sur les changements climatiques, accompagné par le renforcement des capacités et le renforcement institutionnel de fournir des services au Secrétariat du Comité

Le planning de travail prévoit 4 activités pour atteindre ce résultat dont 3 à réaliser dans les deux premières années : Act 1.1.1 ; 1.1.2 et 1.1.3. La quatrième activité consiste à financer les réunions trimestrielles du CNCC. Le budget prévu pour ce résultat est de 96 000 USD, dont 20 000 pour l’actualisation des textes réglementaires. **Les activités n’ont pas encore démarré.**

1. Développement d'une stratégie nationale sur les changements climatiques, informé par la modélisation dynamique

Le planning de travail prévoit 4 activités dont le développement de la Stratégie Nationale du Changement Climatique à réaliser en année 1 et 2. **Cette étude a été réalisée.** **Les autres activités (Etudes principalement) prévus pour l’année 1 et 2 n’ont pas encore démarré.** Le budget prévu pour ce résultat est de 130 000 USD dont 80 000 USD pour les études

1. Exploration et le développement d'actions innovantes pour catalyser le financement de l'adaptation, y compris la création d'un Fonds national sur l'environnement et le changement climatique

Le planning de travail prévoit 3 activités dont 1 étude et deux actions : Etablissement du Fond d’Environnement et du CC et son mécanisme de gouvernance. Le budget prévu pour atteindre ce résultat est de 54 000 USD.

**Les études ont été réalisées**. Le projet a organisé un atelier de Atelier de vulgarisation et de concertation sur le processus du Plan National d’Adaptation (PNA) à Djibouti (13 et le 14 Janvier 2016) Djibouti (13 et le 14 Janvier 2016) où de nombreux participants issus des départements ministériels, la société civile, le secteur privé ainsi que des organismes des Nations-Unies ont pris part.

**La réactivation du CNCC n’a pas encore eu lieu et la mise effective d’un fond CC est à mettre en place.**

**Cette composante est avant tout une composante institutionnelle forte**. L’objectif est de mettre en œuvre une réforme importante : la réactivation du CNCC et la mise en place d’un fond pour le financement de projet CC.

A cet effet, une planification rigoureuse et un suivi régulier sont nécessaires pour faciliter la finalisation rapide de tous les travaux avant la fin du projet. Ainsi, l’évaluation du progrès vers l’atteinte de ce résultat se résume comme suit :

#### Notation du progrès vers le Résultat R1

| Évaluation des progrès vers la réalisation du résultats R1 | | |
| --- | --- | --- |
| **R.1**  Les capacités institutionnelles pour la coordination des activités liées à l’adaptation au changement climatique sont renforcées et un financement pérenne est assuré | Evaluation | Explication |
| Assez satisfaisant (MS) | La réalisation de toutes les activités prévues est possible d’ici la fin du projet.  La deuxième phase du projet devrait permettre à la réactivation du CNCC car le projet dans sa première phase a réussi à préparer les bases : Stratégie, atelier, |

#### Atteinte des résultats du volet 2

**Le volet 2 se compose en 46 activités que l’on peut regrouper en secteur** :

1. **Secteur 1 : La sécurisation des ressources en eau**

* Activités relatives aux études pour l’amélioration de la disponibilité des ressources en eau (Act. 2.1.1 et 2.1.2) pour un montant de 290 000 USD dont 243 000 USD à exécuter en première année ;
* Activités relatives à la construction d’infrastructures améliorant la disponibilité des ressources en eau, tels que les seuils, puits, aménagement des berges (Act 2.1.3 à 2.1.9) pour un montant de 2,327 millions d’USD à exécuter à partir de l’année 2 ;
* Activités de suivi de chantiers (Act 2.1.10 à 2.1.13) d’un montant de 130 000 USD à exécuter pendant toute la période d’exécution des travaux.

**Les activités du Secteur 1 ont été réalisées ou sont en cours de finalisation.**

1. **Secteur 2 : Le développement du secteur agricole et pastoral local et régional**

* 7 Activités relatives à la construction de périmètres irrigués, le développement de pépinière et à la fourniture d’équipement et d’inputs agricoles : Act 2.2.1 ; 2.2.2 ; 2.2.4 ; 2.2.8 ; 2.2.11 ; 2.3.1 ; 2.5.1, d’un montant de 690 000 USD à mettre en œuvre tout le long du programme.
* 7 Activités relatives au développement de compétences dans le domaine agricole et pastoral, essentiellement de la formation destinée aux bénéficiaires locaux, et quelques voyages d’études : Act 2.2.3 ; 2.2.5 ; 2.2.7 ; 2.2.10 ; 2.2.12 ; 2.5.2 ; 2.5.3 pour un montant de 209 000 USD

**Les activités de construction ont été réalisées et les formations ont pris place.**

* 2 Activités concernant la création et la formation de comité de gestion, l’un pour la création de comité de bassin l’autre pour les comités de gestion des puits (2.4.1 et 2.4.2), pour un budget de 126 000 USD
* 1 Activité (2.2.9) d’étude comprenant le recensement et une enquête de base concernant les humains et le cheptel et l’utilisation des ressources naturelles pour un budget de 34 000 USD

**Cette activité n’a pas encore eu lieu et il est prévu de la réaliser en 2018.**

1. **Secteur 3 : La protection de l’environnement naturel**

* 4 activités relatives à la mise en protection de périmètre et/ou à la plantation d’arbres et/ou régénération de la nature (Act. 2.2.6 ; 2.3.2 ; 2.4.3 ; 2.4.4) pour un budget de 201 500 USD.

**La réalisation de périmètre de protection a été faite par le projet. Les activités de plantations devraient avoir lieu en 2018.**

Comme nous l’avons précédemment souligné, la composante 2 rassemble un grand nombre d’activités à mettre en œuvre et dont les secteurs couvrent non seulement l’environnement mais aussi les secteurs de l’eau, de l’élevage et de l’agriculture.

Une grande partie de ses activités ont été mise en œuvre et le projet a su redéfinir les activités en fonction des besoins/demandes de la population locale.

* **Les activités de sécurisation des ressources en eau ont été très vite mise en œuvre. Néanmoins, les seuils n’ont pas su résister aux dernières crues,** remettant en question toute l’atteinte du résultat concernant cette sous-composante. Pour remédier à ce problème, un bureau d’étude (CACG) a été recruté pour effectuer un diagnostic et formuler des recommandations pour la réparation de ses seuils.
* **Les activités du secteur agricole et pastoral local et régional concernant les travaux et la fourniture d’équipement sont quasiment complétées. Une grosse partie des formations sur l’agriculture et l’élevage a aussi pris place.**

#### Notation du progrès vers le Résultat R2

| Évaluation des progrès vers la réalisation du résultats R1 | | |
| --- | --- | --- |
| **R.2**  La ressource en eau dans les zones cibles est garantie et les activités socio-économiques locales génératrices de revenus sont développées | Evaluation | Explication |
| Satisfaisant (S) | L’ensemble des activités ont été réalisés au cours de cette première phase du projet, tel qu’il était prévu dans le calendrier.  Les travaux et les activités de renforcement ont été réalisés.  Les dommages crées par les crues sont en train d’être étudiés et il est prévu une ventilation du projet pour couvrir les couts liés aux réparations. |

#### Activités des résultats du volet 3

Le volet 3 se compose de 16 activités qui comme pour le volet 2 peuvent se regrouper en secteur :

1. **Secteur 1 : Le développement du secteur agricole et pastoral local et régional**

* Activités au développement de compétences dans l’aviculture Act 3.2.5 et l’apiculture Act 3.2.6 et dans les connaissances générale du secteur ago-pastorales. Ces 2 activités devraient se loger au niveau de la composante 2. Le Budget prévu est de 134 000 USD
* Activités d’études permettant de développer les opportunités commerciales de l’agro-pastoralisme Act 3.2.2 et Act 3.2.3 (formation) et études socio-économiques (Act 3.2.7 enquête et Act 3.2.8 api et avi culture)

**Les activités de développement de compétences ont commencé en fin d’année 2017.**

* Activité de travaux pour la construction de point de vente de produits agricoles à Ali Sabieh (Act 3.2.1)

**Cette activité n’a pas encore été réalisée.**

1. **Secteur 2 : Le développement de l’économie locale autre que l’agriculture et l’élevage**

telle que la formation dans la production artisanale de gabions locales à Adailou et Assamo 3.3.1

et la construction d’un lieu de stockage des matériaux qui est polyvalent et servira de local pour les associations

**Cette activité a été réalisée au tout début du projet.**

1. **Secteur 3 : La protection de l’environnement naturel**

* Activité de sensibilisation et de formation des habitants des zones sur le changement climatiques : Act 3.1.1 ; 3.1.2 ; pour un montant de 70 000 USD
* Activité d’étude et de suivi des risques climatiques des zones Act 3.1.3 inventaire, 3.1.4 Installation d’une station de météo

**Les station ont été installés. Mais les autres activités n’a pas encore été réalisée.**

Le « work planning » prévoit que sur les 500 000 USD prévu pour cette composante, plus de 411 000 USD soit utilisé pendant les deux premières années. A part les activités du secteur 2, les autres activités n’ont pas encore pris place.

#### Notation du progrès vers le Résultat R3

| Évaluation des progrès vers la réalisation du résultats R1 | | |
| --- | --- | --- |
| **R.3**  Les capacités institutionnelles au niveau locales et régionales sont renforcées permettant de pérenniser le tissu socio-économique local/régional | Evaluation | Explication |
| Modérément insatisfaisant (MU) | Les réalisations liées à ce résultat ont été retardés par l’atteinte des résultats dans les autres composantes. Néanmoins des progrès importants sont en train d’être faits actuellement pour rattraper le retard. |

### Matrice des progrès vers les résultats attendus

Cette partie concerne essentiellement de l’examen à mi – parcours des différentes réalisations en vue d’en apprécier le niveau de progrès vers l’atteinte des résultats attendus. Une brève explication permet de donner une ‘‘justification’’ ou les raisons de l’attribution de la notation.

| Stratégie du projet | Indicateur | Cible de Base | Cible fin de projet | Résultats à mi-parcours | Evaluation à mi-parcours | Notation Réalisation | Justification Notation |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Objectifs | 1. Nombre de ménages disposant de moyens de subsistance améliorés grâce à l'accès à l'eau, à l'amélioration des services écosystémiques et au reboisement | Tous les agriculteurs et les pasteurs ciblés ont besoin de moyens de subsistance renforcés pour devenir moins vulnérables aux chocs climatiques. Les moyens de subsistance doivent être renforcés en mobilisant de l'eau avec des infrastructures physiques à utiliser pendant la saison sèche (par exemple, des barrages en terre et des bassins de rétention, des forages, etc.). En outre, les moyens de subsistance doivent être renforcés par le reboisement / boisement et des pratiques durables d'utilisation des terres. Les agriculteurs et les éleveurs doivent recevoir des connaissances techniques et appliquées sur les méthodes de conservation des sols et de l'eau et d'autres pratiques durables afin de s'assurer qu'ils peuvent utiliser continuellement des services écosystémiques productifs. | 2 000 ménages ont amélioré les moyens de subsistance en raison de la mobilisation de l'eau et du reboisement | 600 ménages ont un meilleur accès à l'eau (à la fois en terme de quantité et de qualité) suite à la construction d'infrastructures hydrauliques. Les 600 ménages ont maintenant accès aux moyens de subsistance grâce à l'approvisionnement en semences, à la formation aux services écosystémiques et au reboisement. Ceux-ci leur permettent de développer une petite agriculture de subsistance. |  | MS  (Assez satisfaisant) | La réalisation de toutes les activités prévues est possible d’ici la fin du projet. |
| 2. Réactivation du Comité national sur les changements climatiques (CNCC) pour coordonner les projets / activités de changement climatique et de résilience. | L'ancien Comité national sur le changement climatique a effectivement cessé d'exister. | Réactivation du Comité national sur les changements climatiques (CNCC) avec un mandat clair et un Secrétariat techniquement compétent. Le CNCC sera autorisé à avoir le pouvoir d'un Secrétariat Permanent du Gouvernement et le Ministère de l'Environnement (MHUE) sera officiellement désigné comme hôte du Secrétariat | Des consultants nationaux ont été recrutés pour réactiver le CNCC. La réactivation est un processus continu à long terme jusqu'en décembre 2017. Des réunions de consultants avec toutes les parties prenantes ont déjà été entreprises. Une feuille de route a été établie pour entreprendre une série d'activités qui réactiveront le CNCC. Ceux-ci sont  i) initier un processus pour créer des synergies avec les comités existants traitant des CNCC  ii) Mettre à jour le cadre juridique relatif au mandat de la CNCC (rôles, composition, responsabilité).  iii) Soutien et formation du Secrétariat du CNCC (trois formations prévues  iv)) Organiser les deux premiers ateliers de renforcement des capacités sur l'adaptation, le changement climatique et le financement climatique, et la coordination des initiatives nationales |  | MS  (Assez satisfaisant) | La réalisation de toutes les activités prévues est possible d’ici la fin du projet. Toutefois, les activités devront tenir compte des contraintes multisectorielles du CC. |
| Résultat 1:  Renforcement des capacités institutionnelles pour une planification coordonnée et résiliente au changement climatique; des mécanismes et un environnement d'investissement risqué mis en place pour catalyser le financement de l'adaptation au changement climatique | 1.1 Élaboration d'une stratégie nationale sur le changement climatique pour orienter la CNCC sur des mécanismes de coordination appropriés et des stratégies de financement diversifiées pour soutenir les activités liées à l'adaptation à long terme. | La stratégie nationale sur le changement climatique n'existe pas à Djibouti. | Création d'une stratégie nationale sur le changement climatique alimentée par des résultats de modélisation dynamique qui guident le travail des CNCC et fournissent une stratégique cohérence aux initiatives de changement climatique à Djibouti. | La Stratégie nationale sur le changement climatique a été élaborée, finalisée, acceptée et la validation nationale est en cours. |  | MS  (Assez satisfaisant) | La réalisation de toutes les activités prévues est possible d’ici la fin du projet. |
| 1.2 Élaboration d'une feuille de route décrivant comment établir et capitaliser un Fonds pour l'environnement et le changement climatique. | Aucun mécanisme pour attirer et canaliser le financement des activités de renforcement de la résilience climatique à moyen et long terme. | Une feuille de route définissant comment établir et capitaliser un Fonds national pour l'environnement et les changements climatiques qui soutient les activités novatrices d'adaptation au climat pour les populations rurales et urbaines à long terme et qui soutient les projets de résilience climatique en cours et futurs. | Aucune feuille de route établie |  | MU  (Modérément insatisfaisant) | La réalisation de toutes les activités prévues est possible d’ici la fin du projet. Mais en tenant compte des contraintes multisectorielles du CC. . |
| Résultat 2 :  Amélioration de la gestion de l'eau dans les régions ciblées pour conserver les ressources en eau limitées et gérer les flux temporels afin de réduire les inondations et l'érosion | 2.1.  Nombre de micro-barrages, citernes, bassins de rétention et fortifications construits dans le double but de réduire les impacts en aval lors des inondations et de retenir l'eau pour reconstituer les ressources en eau souterraine. | Les populations montagnardes rurales sont exposées à un risque extrême car elles n'ont pas suffisamment d'eau pour boire et irriguer. Elles sont également sujettes à la perte de récoltes et de bétail en raison du fait que les zones les plus fertiles sont à l'intérieur ou à proximité des oueds qui sont susceptibles aux inondations soudaines. En raison du contexte géomorphologique, la région est sujette à une érosion importante et les eaux de surface ne peuvent pas être efficacement captées pour recharger les ressources en eau souterraine. Il est nécessaire de reboiser et de re-végétaliser les régions de montagne. Les communautés agro-pastorales ont également besoin des capacités techniques et opérationnelles pour produire des cultures diversifiées et développer des pratiques agropastorales et pastorales plus durables (par exemple produire du fourrage tolérant à la sécheresse et au sel et une variété de cultures pour générer des revenus pendant toutes les saisons). | Conception et construction de 3 micro-barrages; quinze (15) citernes de 100 m3, où chacune fournira de l'eau potable à 15 familles; 16 seuils semi-souterrains (8 à Adailou et 8 à Assamo); 2 000 m3 et 4 000 m3 de fortifications de berges avec un câble métallique rempli de pierres (gabion) à Adailou et Assamo respectivement pour protéger les rives des oueds et les parcelles agricoles de l'érosion | 28 seuils semi-souterrains et micro-barrages construits dans les villages d'Adaillou et d'Assamo.   8 micro-barrages ont été endommagés par les inondations dans les deux zones du projet. L'UGP a donc recruté des consultants internationaux pour évaluer et proposer une nouvelle conception afin de construire des micro-barrages plus sûrs, plus solides et plus durables.  Au total, 8 barrages ont été réhabilités selon le nouveau design. |  | MS  (Assez satisfaisant) | La réalisation de toutes les activités prévues est possible d’ici la fin du projet. Mais en tenant compte des ajustements rendus nécessaires par les évènements climatiques survenus à Adailou |
| 2.2.  Pourcentage du total des terres agropastorales irriguées par des forages. | 1 forage a Aidalou, 48 puits à réhabiliter (24 dans chaque region) 2 ha de parcelles agropastorales à Adailou (non irrigué) et 10 ha de parcelles agropastorales (non irriguées) à Assamo, 10 ha de reforestation / re activités de végétalisation / réensemencement. | 30 hectares irrigués à Assamo et 30 hectares à Adailou | Diagnostic et évaluation des 24 puits de chaque zone (Adaillou et Assamo) complétés. Au total, 48 puits sont en cours de réhabilitation par les communautés grâce à la fourniture d'équipements et de matériels.  Un (1) forage en construction à Adaillou |  | MS  (Assez satisfaisant) | La réalisation de toutes les activités prévues est possible d’ici la fin du projet. |
| 2.3.  Nombre d'hectares de terres replantées et reboisées à Assamo, Adailou et Ayladou pour: i) régénérer les espèces en voie de disparition et les espèces pastorales valorisées et ii) réduire l'érosion. | Pas d’informations disponibles sur la situation de départ. | 70 ha à Assamo et 380 hectares à Adailou replantés et reboisés. | Plan de reboisement en phase de conception. Environ 5 ha de berges sont en cours de reboisement dans la zone d'Adailou pour une initiative pilote. |  | MS  (Assez satisfaisant) | La réalisation de toutes les activités prévues est possible d’ici la fin du projet. |
| 2.4 Nombre de centres pastoraux (pépinières) dans chaque région | Les pasteurs de chaque région n'ont aucun renforcement des capacités en matière de mesures de conservation des sols, de réensemencement, de médecine vétérinaire et d'hygiène animale pour assurer des pratiques pastorales plus durables. Les pépinières fournissent une structure close et gardée pour pratiquer un pastoralisme durable avec transfert de connaissances d'experts. Cependant, aucune région n'a eu l'occasion d'apprendre de cette manière. | 1 centre pastoral (pépinière) créé dans chaque région. | 2 pépinières: une à Adaillou et une à Assamo ont été construites, équipées et opérationnelles |  | MS  (Assez satisfaisant) | La réalisation de toutes les activités prévues est possible d’ici la fin du projet. |
| 2.5 Nombre de pépinières de jeunes plants créées à Adailou et à Assamo pour i) produire des graines, ii) multiplier les espèces (par exemple, les plantes qui bloquent le vent, les arbres fruitiers, etc.), et iii) soutenir le reboisement; | 1 pépinière à Assamo (0 pépinières à Adailou). | Au moins 1 pépinière de jeunes plants d'arbres créée à Adailou et à Assamo. | Les femmes sont engagées et impliquées dans des activités liées à la pépinière. |  | MS  (Assez satisfaisant) | La réalisation de toutes les activités prévues est possible d’ici la fin du projet. |
| 2.6 Création de comités de gestion des bassins versants et des points d'eau. | Aucun comité de gestion du bassin hydrographique ou de gestion des points d'eau n'existe à Assamo ou Adailou pour permettre la gestion durable de l'utilisation de l'eau. La plupart des puits fonctionnant au diesel sont devenus non fonctionnels en raison du prix élevé du diesel et du fait qu'il n'y a personne capable d'entretenir les pompes localement. | 5 Comités de gestion du bassin versant formés (4 à Adailou dans le bassin versant de Weima et 1 à Assamo, le bassin versant de Juba) et 27 Comités de points d'eau formés au total (un autour de chaque point d'eau). Tous les comités auront 4 personnes dont une femme. | Cette activité n'a pas encore été mise en œuvre, mais prévue pour le troisième trimestre de 2017. Il existe déjà un comité sur lequel le projet sera construit |  | MU  (Modérément insatisfaisant) | La réalisation de toutes les activités prévues est possible d’ici la fin du projet. Mais, quelques ajustements seront nécessaires pour tenir compte des leçons apprises des expériences précédentes de mise en place de comités de bassin ou de gestion de points d’eau |
| Résultat 3:  Résilience améliorée aux risques hydrologiques et climatiques  Résilience accrue aux chocs économiques liés au climat grâce à la génération de revenus et à la diversification | 3.1 Nombre de stations météorologiques automatiques (AWS) achetées et installées. | 1 pluviomètre à Adailou et 5 pluviomètres à Assamo. Aucune station météorologique située dans les deux zones. | Une station météorologique automatique achetée et installée dans chaque région | 2 stations météorologiques avec 12 pluviomètres installés sur les deux sites. (Daillou et Assamo) Un radar à capteur d'eau installé également à Assamo |  | MS  (Assez satisfaisant) | La réalisation de toutes les activités prévues est possible d’ici la fin du projet. |
| 3.2 Nombre de mesures d'adaptation communautaires mises en œuvre pour renforcer la résilience face à la sécheresse ou aux inondations. | Aucun plan communautaire de préparation à l'adaptation aux GRC/RRC. | Une (1) mesure communautaire d'adaptation à la GRC / RRC mise en œuvre dans chaque région (par exemple renforcement des points d'eau avec gabion, désenvasement des micro-barrages). | Les deux communautés d'Adaillou et d'Assamo ont été formées à la gestion des inondations grâce à la surveillance, à l'équipement installé et à la formation. |  | MU  (Modérément insatisfaisant) | La réalisation de toutes les activités prévues est possible d’ici la fin du projet. |
| 3.3 Nombre d'habitants ruraux (ventilés par sexe et type d'activité) qui participent activement à l'apiculture, à l'élevage de volailles | Aucun membre de la communauté n'est actif dans l'élevage de volailles et l'apiculture. | 70 ménages actifs dans l'élevage de volailles à Assamo et 50 ménages à Adailou. 14 personnes à Adailou et 6 à Assamo sont actives dans l'apiculture et ont reçu des matériaux appropriés | Ces activités ne sont pas encore implémentées.  les discussions avec l'UGP et la FAO sont en cours. |  | MU  (Modérément insatisfaisant) | La réalisation de toutes les activités prévues est possible d’ici la fin du projet. Toutefois, une complémentarité avec les activités des autres acteurs est à rechercher. |
| 3.4. Nombre d'étals de marchés locaux réhabilités / créés pour faciliter l'accès des agriculteurs / cultivateurs / pasteurs d'Adailou et d'Assamo à des marchés régionaux plus importants. | Un étal de marché existe à Ali-Sabieh mais il doit être réhabilité et étendu pour avoir une structure permanente. Le marché de Tadjourah doit être créé. | Réhabilitation du stand du marché Ali-Sabieh et création du marché de Tadjourah. | Le marché local d'Ali Sabieh pour le village d'Assamo a été réhabilité par un autre partenaire (ADDS) et celui d'Adaillou est prévu pour l'année suivante. |  | MU  (Modérément insatisfaisant) | La réalisation de toutes les activités prévues est possible d’ici la fin du projet avec quelques ajustements avec les activités réalisées par d’autres acteurs. |
| 3.5 % de variation des recettes pour les activités artisanales, l'élevage de volaille, l'apiculture et la vente de pépinières (ventilées par sexe). | Un étal de marché existe à Ali-Sabieh mais il doit être réhabilité et étendu pour avoir une structure permanente. Le marché de Tadjourah doit être créé. | % de variation des revenus des membres de la communauté (y compris% d'augmentation de l'offre d'œufs, de poulet, de miel, de plants de pépinière et de gabions) - ventilée par sexe. | Ces activités n'ont pas été mises en œuvre. Les discussions sont en cours |  | MU  (Modérément insatisfaisant) | La réalisation de toutes les activités prévues est possible d’ici la fin du projet. |

### Détails des activités réalisées début le projet et l’état d’avancement à mi-parcours en Décembre 2017

| Activités | Actions initialement Prévues | Etat d’avancement à mi-parcours Décembre 2017 |
| --- | --- | --- |
| **Composante 1: Renforcement des Capacités institutionnelles en CC** |  |  |
| (1.1.1 à 1.3.3)Développement stratégie nationale CC, mise en place de formations en CC | (1) Organisation d'ateliers de restitution et de formations (2) Etudes, publications et établissement du fonds de l'environnement | Activités initiées en 2017 et à finaliser en 2018 |
| 1.1.4. Renforcement de la DEDD en S&E et coordination | (1) Co-financement de l'extension des locaux de la DEDD qui vont abriter le secrétariat pour le CNCC ainsi que l'UGP du projet 2) formation en S&E | Activités non réalisées en 2017 et reporter en 2018 |
| 1.2.1 Développement de la Stratégie Nationale du CC | La Stratégie nationale sur le changement climatique a été élaborée, finalisée, acceptée et la validation nationale est en cours. | Activités réalisées en 2017 |
| 1.2.2 Formation sur les simulations dynamiques, l'économie d'adaptation, les coûts | Activités prévues durant les 3 premières années du projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 1.2.3 Etudes pour estimer les couts du CC sur le budget public par utiliser les méthodes de couts-bénéfices et l'économie d'adaptation en regardant des scenarios du CC | Activités prévues durant les 2 eme et 3 eme années du projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 1.2.4 Publication et sensibilisation des mesures d'adaptation qui maximisent les couts-bénéfices avec plusieurs ministères, organisations, les OSCs, ONGs et le secteur privé | Activités prévues durant les 3 eme et 4 eme années du projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 1.3.1 Etude pour identifier des sources de financement (national et International) pour capitaliser le Fond d'Environnement et du CC | Activités prévues durant la1ere et 2 eme années du projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 1.3.2 Etablissement du Fond d'Environnement et du CC | Activités prévues durant les 2 eme et 3 eme années du projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 1.3.3 Développement d'un mécanisme de gouvernance qui est efficace et transparent pour le Fond d'Environnement et du CC | Activités prévues durant la dernière année du projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| Composante 2: Réduction de la vulnérabilité au changement climatique pour les communautés vulnérables dans deux régions de montagne ciblées: Adailou et Assamo |  |  |
| 2.1.1.Etudes | Toutes les études prévues ont été réalisées | Activités réalisées en 2016 et 2017 |
| 2.1.2 Etude de l'Impact d'Environnement (EIE) | (1) Réalisation par la DEDD de l'EIE | Activités à réaliser en 2018 |
| (2.1.3a-b-c) 1 Nouveau forage solarisé à Adaillou et local d'équipements solaires | (1) Sélection de la société par processus national d'appel d'offres mi-Janvier (2) travaux de foration pendant le mois de Mai (3) APO pour solaires du forage (4) Installations des panneaux solaires | Activités initiées en 2017 et à finaliser en 2018 |
| (2.1.3d-e) Réhabilitation de 48 puits communautaires et équipements solaires | (1) Réalisation des travaux par les communautés cibles sous la supervision d'un conducteur de travaux et d'un ingénieur (2) Equipements des puits en solaires | 8 puits sur 48 ont été finalisés  Activités initiées en 2017 et à finaliser en 2018 |
| (2.1.4+2.1.5+2.1.6+2.1.7) seuils+microbarrages + 15 citernes impluviums dans bassin versant Weima + 16 seuils | (1) Réhabilitation des seuils endommagés (2) APO citernes à impluviums et constructions par des sociétés | Réhabilitation des seuils est faite à Assamo et à venir à Aidalou. Construction des citernes enterrées est en cours  Activités initiées en 2017 et à finaliser en 2018 |
| 2.1.8 Amenagement des berges, renforcement des cotés de wadi et des périmètres de wadi avec gabion 2,000 m3 à Adaillou et 4,000 m3 à Assamo | (1) conception et étude par cabinet (2) Supervision des travaux par CI | Activités initiées en 2017 et à finaliser en 2018 |
| 2.1.9 Construction de 3 mares artificieles dans les parcours d'Alaadou | (1) Préparation de TDR et APO restreint | Activités initiées en 2017 et à finaliser en 2018 |
| 2.1.10 Formation des techniciens sur la mobilisation d'eau pour des départements techniques concernés (DGT, Meau, etc) | Activités prévues durant la1ere et 2 eme années du projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 2.2.1 Création d'1 périmètre agro-pastorale de 10 ha à Adaïlou avec une retenue de 200 m3 et des installations de stockage | (1) identification des espaces valorisables et de la source d'eau par le consultant agronome à Adailllou (2) exécution par société (remarque: le budget alloué est très faible comparé à la surface de 10 ha prévue). Deux options: soit la surface planifiée sera revue à la baisse soit le budget sera augmentée | Activités initiées en 2017 et à finaliser en 2018 |
| (2.2.2 à 2.2.5) Appui aux systèmes agricoles existants sur les deux sites (equipement solaires, instrants et outillages, formations sur les techniques d'irrigation) | (1)Estimation de besoins en solaire et système d'irrigation par CN (2) Achats matériels et formations (3) Distributions de matériels | Distribution d’intrants et d’outillage. L’équipement solaire et système d’AEP sont en cours de réalisation.  Activités initiées en 2017 et à finaliser en 2018 |
| (2.2.6+2.2.8+2.2.10+2.2.11+2.3.1+2.3.2) Formations vétérinaires et régénération de la végétation | (1) MOU avec FAO et Direction Elevage du MAEPRH sur les volets formation sur l'élévage en Avril (2) Régénération des parcours pastoraux et mises en défens | Régénération de la végétation est en cours de réalisation. La mise en défens est réalisée. La formation vétérinaire est à venir  Activités initiées en 2017 et à finaliser en 2018 |
| 2.2.7 Formation sur l'introduction et la diversification des cultures fourragères qui sont résilients à la sécheresse pour ajouter la nutrition du bétail. | Activités prévues durant la première année du projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 2.3.1 CES 1 & 2: Aménagements antiérosifs et régénération des parcours sur 50 ha respectivement à Assamo, Adailou et Ayaladou | Activités prévues durant les 2 eme, 3 eme et 4 eme années du projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 2.3.2 CES 3 & 4 Régénération assisstee des ligneux et herbacées sur 360 ha à Adaïlou et Ayladou et 290 ha à Assamo respectivement pour prévenir l'érosion et pour améliorer les provisions d’eau souterraine dans les bassins versants, Réplantation et reboisement pour régénérer des espèces pastorales de valeur et pour minimiser l'érosion sur 290 ha en Assamo, 240 ha en Adaïlou et 120 ha en Ayladou. | Activités prévues durant les 2 eme, 3 eme et 4 eme années du projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| (2.4.1+2.4.2) Mise en place de comités de gestions | (1) Formations pour les coopératives et des comités de gestion des points d'eau et du Bassin Versant | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 2.4.3 Application d'une méthode de paillage de pierre éprouvée pour stabiliser le sol autour des points de collecte de l'eau | Activités prévues durant la 3 eme année du projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 2.4.4 Plantation d'arbres autour de 10 puits, y compris l’ensemencement et la préparation des sols | Activités prévues durant la 3 eme année du projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 2.5.1 Construction des pépinières d’un ha à Adaïlou et à Assamo y compris l'equipment d'exhaure solaires | Activités prévues durant la 3 eme année du projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 2.5.2 Renforcement des femmes sur les usages polyvalents et la durabilité des pépinières y compris un voyage d'étude avec d'autres pépinières en Djibouti | Activités prévues durant la 3 eme année du projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 2.5.3 Formation sur, et la promotion de la rentabilité de l'arboriculture fruitière (dates , amandes , abricots , jujube , oliviers, figuiers , orange, raisin, etc ) à Adailou | Activités prévues durant la 4 eme année du projet | Activités à réaliser en 2019 |
| (2.2.12) Voyages d'Etudes et partages de connaissances | (1) Formations d'ouvriers agricoles (2) Voyage d'échange Inter-communautaires (Adaillou-Assamo) | Les Formation ont été réalisées + voyage d'échange fait. (voir si + de formation ou + de voyage d’échange en fonction du budget disponible) |
| Composante 3 |  |  |
| 3.1.1 Formation de 300 personnes, y compris les ONG locales et les services régionaux de vulgarisation, dans les deux régions du projet sur le changement climatique, la sécheresse et les mesures d'atténuation des inondations | Activités prévues durant la première année du Projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 3.1.2 Visite d'étude des régions de montagne semblables sur la sécheresse et les pratiques d'atténuation des inondations pour deux représentants de la communauté de montagne, 2 représentants d'ONG et deux membres régionaux du personnel de l'autorité du gouvernement communautaire. | Activités prévues durant la première année du Projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 3.1.3 Création d'un inventaire des risques régional pour les régions Adaillou et Assamo avec la collection des données des risque historiques, la collecte de données hydrométéorologiques et une cartographie des risques par rapport aux moyens d'existence et le degré de vulnérabilité | Activités prévues durant la première année du Projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 3.1.4 Installation de 1 station météo pour chaque région et de la formation pour certains habitants sur la façon d'enregistrer et de transmettre des données manuellement. Les coûts comprennent les pièces de rechange et de matériel de communication et un gardien à chaque station. Acheter des téléphones satellitaires et équipements de sécurité | Activités réalisées en 2016 | 2 stations météorologiques avec 12 pluviomètres installés sur les deux sites. (Aillou et Assamo) Un radar à capteur d'eau installé également à Assamo |
| (3.2.1) Construction de point de vente à Tadjourah pour vente de produits agro pastoraux de Adaillou | 1) Préparation DAO et APO restreint pour la région de Tadjourah (2) Achat de petits matériels de vente relatifs aux 2 sites | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 3.2.2 Collaboration formalisée avec les voisins des secteurs privés et publiques qui pourraient être des acheteurs potentiels et les distributeurs de produits artisanaux (par exemple, le nouveau port de Tadjourah) | Activités prévues durant les, 3 eme et 4 eme années du projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| (3.2.4)Construction atelier de gabionnage à Adaillou et Assamo | (1) APO en cours. Début des travaux prévue au mois de Février (2) Achats de matériels pour confection de gabions (3) Formations en confection de gabions | les deux ateliers sont faits. Les Matériels sont livrés. Il reste la formation sur les deux sites |
| (3.2.5+3.2.6) Introduction de l'aviculture et apiculture en guise de diversification de sources de revenus | (1) Convention avec FAO et/ou Direction de l'Elévage (voir ligne 26, transfert d'argent à la FAO sur la base d'un MOU) | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| (3.2.7+3.2.8+3.2.3) Enquêtes socio-économiques de base sur les foyers améliorés et les moyens de subsistance (baseline détaillée) / Formations à l'amélioration des aspects commerciaux de la production artisanale | (Exécution en régie par la DEDD appuyée, éventuellement un appui par un consultant énergie) | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| 3.3.1 Formation des ONG / OSC sur l'hygiène animale, la création de pépinières, l'entretien à l'énergie solaire et, de l'agro-pastoralisme, l'organisation et la formation des agro-éleveurs, la mobilisation de l'eau, les méthodes de conservation des sols, la construction de gabions locales, la gestion comptable et financière et de la documentation / organisation des leçons apprises pour aider d'autres populations locales à long terme | Activités prévues durant la 1ere et 2eme années du projet | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |
| (3.3.3et 3 3 2) Construction point de rencontre pour les ONG à Adaillou et (3.3.2) équipements du lieu en moyens informatiques | (1) Finalisation du DAO en Mars (2) lancement de l'appel d'offres en Avril (debut de la construction en Mai et finalisation en Juillet) | Activités à réaliser en 2018 ou 2019 |

### Obstacles restant à l’achèvement des résultats

Au stade de l’évaluation à mi-parcours, nous constatons que de manière générale, l’équipe du projet est fortement engagée dans l’atteinte des objectifs à travers une mise en œuvre dynamique des activités. L’équipe de projet a su répondre de manière dynamique et pertinente aux obstacles qui se sont dressés pendant ces deux ans et demi :

* Obstacles liés aux manques de capacités nationales pour certaines études et formations, en ventilant les budgets et recrutant de l’expertise internationale
* Obstacles liés à l’enclavement des sites par le partenariat de travail développés avec les ONG locales servant de plateformes pour développer les activités et promouvoir l’emploi local temporaire
* Obstacles liés aux changements de caps par une adaptation des activités se basant explicitement sur la demande des bénéficiaires finaux

Il y a néanmoins certains obstacles qui doivent être encore franchi.

Au niveau de la création du Comité National du CC et de la mise en œuvre du fond CC, le principal obstacle est institutionnel et financier. La réactivation du Comité National suppose la collaboration des autres ministères et l’alimentation d’un fond pour le changement climatique dépend non seulement de la volonté mais aussi de la capacité du gouvernement à lever les fonds nécessaires compte tenu de la situation économique et budgétaire du pays.

## Mise en œuvre du projet et gestion adaptative

Dans cette partie il est question essentiellement du mécanisme de gestion, de planification des activités, du financement, du système de suivi-évaluation, de la participation des parties prenantes, de la communication internes et externe du projet, bref de la mise en œuvre globale du projet. Ceci pour proposer des solutions aux problèmes identifiés et accroitre l’efficacité et l’efficience de la mise en œuvre du projet.

### Arrangement de gestion

Le Ministère de l’Habitat, de l’Urbanisme et de l’Environnement assure la mise en œuvre de ce projet en sa qualité d’institution chargée de toutes les questions liées à l’environnement et aux changements climatiques. Son mandat est en effet d’assurer la coordination de toutes les actions liées aux problèmes climatiques. Un comité de pilotage a été mis sur pied pour assurer le suivi du planning des activités. Ce comité de pilotage s’est réuni en tout trois fois.

Le document de projet prévoit l’intervention mensuelle d’un comité technique qui a pour rôle d’appuyer l’équipe du projet sous la forme de conseils techniques, à savoir un soutien financier et technique tel que requis par les besoins du projet. Conformément au mandat (annexe 4), le comité technique doit se réunir une fois par mois pour assurer la mise en œuvre du projet en temps opportun. Le projet prévoit la mobilisation d’une équipe de consultants individuels en assistance au Ministère de l’Environnement, qui joue le rôle de partenaire d’exécution (« implementing partner »).

Dans les faits pourtant, le comité technique ne se réunit pas. Il n’y pas d’explication écrite à cela. Cependant le rôle donné au comité technique dans le cadre du document du projet, suppose que les membres de ce comité technique soit à la fois compétents, motivés et force de propositions pour gérer les problèmes inhérents à l’exécution d’un projet. Le montage proposé dans le document du projet ne semble pas réunir ses conditions.

Pour faciliter et accélérer les activités de mise en œuvre du projet, un pool d’expert a été constitué pour assurer le rôle du comité technique et en particulier l’élaboration des TdRs et l’appui technique. Le PNUD Djibouti, fournit entre autre un appui sur les aspects stratégique et d’assurance qualité.

**L’arrangement institutionnel actuel, avec le Ministère de l’Environnement comme chef de file, est ainsi pragmatique.** Une grosse partie des activités de la composante 2 et 3 sont des activités sectorielles spécifiques au Ministère de de l’Agriculture, de l’Eau, l’Elevage, de la Pêche, et des Ressources Halieutiques. Dans ses activités, le « lead » technique est assurée par le Ministère de l’Environnement, avec en appui l’équipe de consultants. A cet égard, il est prévu le transfert des ouvrages aux ministères compétents une fois leur réalisation. Cet arrangement a permis la réalisation des activités de manière rapide et efficace.

### Planification de travail

L’équipe du projet se base sur la cadre logique pour la mise en œuvre du projet. Même si la convention a été signée en Décembre 2014, l’équipe du projet, dont la coordinatrice, n’a été à son poste qu’en Avril 2015. Le décalage entre l’entrée en fonction de la coordinatrice et la signature de la convention, met en exergue la difficulté de recruter rapidement un bon profil intéressé par le projet.

A mi-parcours, les études de la composante 1 ont été réalisées. Une grosse partie des travaux prévus dans les composantes 2 ont été réalisés. Une partie des formations prévues dans les trois composantes vont être mise en œuvre dans la deuxième partie du projet.

### Financement et gestion financière du projet

**Le financement du projet est entièrement assuré par le Fonds d’Adaptation. Le Document de Projet répertorie** les autres projets portant sur l’adaptation au changement climatique qui prennent lieu dans la zone et qui contribuent de manière positive aux objectifs de ce projet.

Sur la base des CDR des années 2015, 2016 et 2017, le taux d’exécution global du projet en décembre 2017 est de 2,541 millions de Dollars, soit 47 % du budget du projet (cf Tableau 2 et Tableau 3). Le projet a concrètement démarré en Avril 2015 avec la mobilisation de la Coordinatrice du Projet.

Tableau : Budgétisation du Projet (x1000 USD)

|  | Année 1 | Année 2 | Année 3 | Année 4 | Total |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Composante 1 | 129 | 141 | 126 | 104 | **500** |
| Composante 2 | 717 | 1 353 | 1 126 | 845 | **4 040** |
| Composante 3 | 284 | 151 | 89 | 49 | **573** |
| PMU | 68 | 68 | 60 | 60 | **256** |
| **Total** | **1198** | **1713** | **1401** | **1058** | **5370** |

Tableau : Exécution du Budget d’après le CDR

| exécution | CDR 2015 | CDR 2016 | CDR 2017 | Total |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Activité 1 : renforcement capacité institutionnelle | 39,2 | 72,3 | 64,1 | **175,6** |
| Activité 2 : Eau, Agriculture, reforestation | 391,7 | 1 105,4 | 657,7 | **2 154,8** |
| Activité 3 : Moyen de subsistance et GRC | 9,9 | 133,4 | 9,8 | **153,1** |
| Activité 4 : Coordination et S&E |  | 34,8 | 8,9 | **43,7** |
| Activité 5 : Gestion de projet | 5,2 | 3,0 | 6,2 | **14,4** |
| **Total** | **446,0** | **1 348,9** | **746,7** | **2 541,6** |

**Nous estimons que le taux d’exécution actuel (47%) est bon même si il est inférieur à celui du planning d’exécution initial (67 %). Ce taux d’exécution est bon relativement si on considère les éléments suivants, inhérent à tous projet de développement dans un pays comme Djibouti :**

* Phasage nécessaire et indispensable de la mise en œuvre de projet : i) Identification, adaptation et confirmation des besoins sur le terrain ii) Rédaction des TdRs pour les études iii) Sélection des consultants iv) Réalisation des Etudes v) Revue et confirmation des études, vi) Accord sur les travaux vii) Sélection des entreprises des travaux viii) réalisation des travaux
* Manque d’expertise au niveau national
* Manque de fournitures et produits au niveau national
* Enclavement des zones du projet
* Faible voir très faible capacité des partenaires locaux au niveau des deux zones du projet
* Multiplicité des activités et des secteurs d’intervention.

Au vue de la réalité d'exécution du projet et des contraintes inhérentes rencontrés, un ajustement de la planification budgétaire est nécessaire. Celui-ci peut se faire de manière annuelle, et les modifications du planning d'exécution doivent être justifiées.

**Le principal souci à mi-parcours concerne les dégâts sur les seuils causés par les crues.** Des travaux de réparations doivent être faits au niveau d’Adailou et d’Assamo, pour pérenniser les infrastructures. Cela impliquera certainement une ventilation du budget entre les composantes.

### Niveau de suivi et système d’évaluation

Le document de projet prévoit l’application des procédures du PNUD en matière de suivi et évaluation et mise en œuvre par l’unité de gestion du projet (UGP). Le système prévu, comprenant un reporting régulier (mensuel entre le Ministère de l’Environnement et le PNUD, avec des rapports trimestriels et semestriels), annuels avec les PIR et les CDRs, fonctionne très bien. Il est actuellement assuré par la coordinatrice du projet. Au vu de la disponibilité et de l’information transmise, les ressources allouées sont suffisantes pour le système de suivi.

### Engagement des parties prenantes

Environ trente institutions sont listées comme parties prenantes dans le document de projet. Il est prévu que ces parties prenantes participent aux activités en fonction du niveau de réalisation d’une activité : phase de démarrage, atelier de validation technique, atelier de validation, implication dans l’analyse de baseline, ….

Ces parties prenantes sont de manière systématique invitées aux ateliers de restitution et de validation relatifs aux travaux du projet.

Afin d’assurer l’appropriation des activités, l’équipe du projet travaille de consort en particulier

* Avec le ministère de l’Environnement
* Avec les ONGs EVA pour Adaillou et l’ONG « Groupement Paysans Agricole d’Assamo » qui ont permis de jouer les intermédiaires entre les populations locales et la maitrise d’œuvre
* Avec le préfet et le président de chaque conseil régional afin d’assurer l’ancrage durable et local des projets

Le projet a clairement développé et mis à profit des partenariats nécessaires avec les communautés locales en utilisant comme relais local les ONG EVA et la coopérative paysanne d’Assamo.

Néanmoins, la participation des ministères techniques relatifs aux thématiques du projet tels que l’eau, l’agriculture, l’élevage qui constituent une grosse partie du projet est très limité. Le comité technique, devant se composer de ses partenaires, n’est pas actif alors le patrimoine public construit comme les seuils et le forage leur seront rétrocéder à la fin du projet. Afin d’assurer une pleine appropriation par les parties prenantes, il pourrait être envisagé d’attirer les parties prenantes pertinentes en leur offrant une motivation financière.

L’équipe de projet s’est attelé dès le démarrage du projet à impliquer de manière active les populations locales dans l’identification et la confirmation des projets locaux, cela permet entre autres de consolider l’appropriation des projets.

**Ainsi, à-mi-parcours, on peut constater que l’équipe du projet a réussi à impliquer les communautés locales et à utiliser les compétences internes du ministère de l’environnement pour mettre en œuvre les activités du projet.**

### Elaboration des rapports

La production de rapports concernant les activités (TdRs, rapports) et le suivi des activités et du projet est relativement importante, probablement trop importante si des mesures d’organisation et de capitalisation ne sont pas prise en compte dès maintenant.

La mise en œuvre du projet suppose l’élaboration de deux grands groupes de documents

* Techniques : tdrs, rapport technique de mission, rapport analytique)
* administratifs/financiers : pour la gestion et le suivi-évaluation du projet en lui-même.

Afin de tirer profit de cette production de documents, il serait opportun de réfléchir à l’organisation d’un système d’archivage (de bibliothèque) pouvant être exploitée dans le cadre de ce projet mais aussi pour d’autres projets. Il s’agirait dans ce cas de gérer les flux de documents et les phases de production de documents, tout en conservant une approche tournée vers l’organisation de la mémoire du PNUD et du MHUE et l’accès à cette mémoire. Communication.

La communication avec les parties prenantes est un des facteurs déterminants pour le succès dans les réalisations. **A mi-parcours cette communication est bonne** car elle a permis de résoudre de nombreux problèmes et de s’adapter, pour preuve la capacité à adapter les projets sur le terrain aux besoins/demande des bénéficiaires.

La stratégie de travailler avec les ONGs locales est aussi payante car ces ONGs jouent le relais pour organiser les campagnes de mobilisations des bénéficiaires.

## Durabilité

### Risques financiers pour la durabilité

Afin d’assurer le financement de l’entretien des ouvrages et initiatives, le projet a prévu un nombre d’actions :

Le projet prévoit le transfert des ouvrages réalisés aux entités compétentes : direction des grands travaux pour les seuils, direction de l’hydraulique rurale pour le forage, Conseils Régionaux pour les autres ouvrages, ONG et coopératives pour les activités génératrices de revenus.

Le projet a conduit et va mettre en œuvre une série de formation et de renforcement de capacités permettant aux bénéficiaires du projet de générer des revenus et de financer l’entretien des ouvrages et investissements réalisés.

Le projet prévoit aussi la constitution de comité de gestion, avec la collecte d’une redevance, pour l’entretien et la maintenance des puits communautaires.

### Risques socio-économiques pour la durabilité

**L’appropriation des ouvrages pour la production agricole par les bénéficiaires locaux est forte et le risque socio-économique pour la durabilité est faible.** En effet ces ouvrages constituent des investissements (pépinières, aménagement de terrains irrigués, puits et réservoirs à usage agricole) qui permettront de tirer des revenus directs. Par ailleurs, l’organisation de ses activités est fédérés par l’ONG/la coopérative dans chacune des zones.

Concernant la réhabilitation des puits communautaires, le projet s’est adapté aux besoins des communautés. Le projet a directement sollicité les communautés pour la réhabilitation des puits communautaires et prévoit aussi la constitution de comité de gestion pour l’entretien et la collecte de redevance.

Concernant les seuils, il est prévu de transférer le patrimoine à la Direction des Grands Travaux qui aura la responsabilité d’entretenir et de réparer si besoin ces ouvrages. Au risque de manque de financement est corrélé le risque lié à l’appropriation par la direction des grands travaux de ces ouvrages.

### Cadre institutionnel et gouvernance risque pour la durabilité

Les cadres juridiques, politiques et structures de gouvernance ainsi que les processus décisionnels sont pragmatiques. Ces cadres ont permis une bonne mise en œuvre du projet, sous le lead du Ministère de l’Environnement, avec une gouvernance assurée par le comité de pilotage, qui est constitué des ministères intervenant dans les secteurs du projet.

Le transfert des responsabilités concernant la maintenance des ouvrages pour leur durabilité est clair dans le document de projet. Cependant, à ce jour, il est difficile de savoir si la maintenance des seuils sera garantie par la direction des travaux ou par les communautés car aucun mécanisme financier n’est prévu. Sur le plan réglementaire, la direction des travaux est normalement responsable de la maintenance.

### Risque environnement pour la durabilité

Le principal risque environnemental est celui des crues qui se sont avérés destructrice, et qui ont remis en cause la construction des seuils ainsi que leur but.

# Conclusions and Recommandations

## Conclusions

Le projet ‘‘Soutien pour l’adaptation des communautés rurales au changement climatique dans les deux régions montagneuses de Djibouti » est une réponse au problème de sécheresse répétée qui a abouti à la rareté de l’eau et qui accentue la vulnérabilité des population. C’est pourquoi, l’amélioration de la capacité de mobilisation et de gestion des eaux de surface et du sous-sol est devenue critique pour la résilience des populations locales à travers le développement d’un système agro-pastoral associé à leur bien-être.

Pour atteindre les objectifs d’adaptation durable au changement climatique, le projet intervient à trois niveaux : national, régional et local.

A mi-parcours, les activités déjà réalises ont permis :

**Au niveau national,** de poser des fondations solides pour une approche nationale durable des problèmes au changement climatique, avec la sensibilisation des entités nationales et la validation du document cadre de stratégie d’atténuation/d’adaptation au changement climatique. La deuxième phase du projet devra s’atteler à approfondir ce premier travail par la réactivation effective du CNCC et la définition d’un Fond Climat.

**Au niveau local,** de sécuriser les ressources en eau, ressource essentielle pour le développement et la pérennité du développement économique local. Ainsi, grâce à la construction des seuils, le développement de périmètres irrigués, la création de pépinières, et la formation à certaines pratiques agro-pastorales, le projet contribue à renforcer l’économie locale contre les chocs climatiques. La deuxième phase du projet devra s’atteler à résoudre le problème des dégâts subis causés par les crues au niveau des seuils.

**Au niveau régional,** il est prévu que les conseils régionaux, partie prenantes des activités socio-économiques au niveau régional et de la maintenance des puits communautaires, participera aux actions du projet tels que les formations prévues pour la maintenance des ouvrages. L’ensemble des activités de la composante 3 sera mise en œuvre dans la deuxième phase du projet.

L’équipe d’évaluation a noté avec satisfaction l’engagement de la coordinatrice du projet, qui joue un rôle pivot dans la bonne conduite des activités, et de la Direction de l’Environnement. Le projet a su parfaitement s’adapter aux contraintes inhérentes de mise en œuvre d’un projet de ce type, projet transversal et multisectoriel . Le projet s’est ainsi adapté à la situation existante pour répondre aux besoins de la population locale, à leur demande de développement d’activités spécifiques, évitant ainsi le risque d’abandon en route ou de duplication.

En fin, au terme de cette mission d’évaluation à mi-parcours, nous pouvons formuler les recommandations ci-dessous.

## Recommandations

| Rec # | Recommandations | Entités responsables |
| --- | --- | --- |
| A | Résultat 1 : Renforcement des capacités institutionnelles pour une planification coordonnée et résiliente au changement climatique; des mécanismes et un environnement d'investissement risqué mis en place pour catalyser le financement de l'adaptation au changement climatique |  |
| A.1 | Mettre en œuvre au plus vite l’activité 1 de la composante 1 concernant la mise à jour du mandat du Comité National du CC ainsi que les modalités de fonctionnement. | Ministère de l’Environnement |
| A.2 | Mettre en œuvre au plus vite l’activité 3 de la composante 1 concernant la création d’un Fond pour l’Environnement et le Changement Climatique | Ministère de l’Environnement |
| B | Résultat 2 : Amélioration de la gestion de l'eau dans les régions ciblées pour conserver les ressources en eau limitées et gérer les flux temporels afin de réduire les inondations et l'érosion |  |
| B.1 | Assurer la réparation des seuils en finançant les travaux via une reventilation du budget du projet. | Coordinatrice du projet avec accord du Comité du Pilotage |
| B.2 | Concernant la formation des ateliers en gabions, étudier les débouchés possibles en termes de marché pour une telle activité | Coordinatrice du projet |
| B.3 | Concernant la construction d’un forage destiné aux irrigants, étudier la possibilité de déléguer la gestion de ce forage à la coopérative existante et d’instaurer une redevance au lieu de créer un comité de gestion supplémentaire | Coordinatrice du projet |
| B.4 | Concernant la sécurisation des réserves, étudier le mécanisme financiers permettant d’assurer la protection de la réserve. (Actuellement, les barrières ne suffiront pas à protéger la zone, et les gardiens, s’ils sont prévus, doivent être rémunérés) | Coordinatrice du projet |
| C | Résultat 3 : Renforcement des capacités humaines et institutionnelles pour accroître les moyens de subsistance ruraux durables parmi les communautés vulnérables dans deux régions ciblées, Adailou et Assamo |  |
| C.1 | Réfléchir sur la pérennité des comités de gestion de bassin, leur mandat et leur rôle sachant l’existence d’institutions locales déjà présentes : Conseil Régional, Organe Déconcentrés, Préfecture. | Coordinatrice du Projet |
|  | Durabilité |  |
|  | mieux intégrer les phénomènes climatiques extrêmes (crues exceptionnelles, sécheresse exceptionnelle dans le calibrage des ouvrages hydrauliques pour leur durabilité. | Ministère de l’Environnement et Directions Grands Travaux |
|  | Capitaliser les ressources humaines du Projet au profit de la DEDD en anticipant sur leur recrutement ultérieur au sein de la DEDD. A l’heure actuelle, après la fin du projet, rien n’est prévu pour ce personnel au niveau du Ministère de l’environnement | Ministère de l’Environnement |
|  | Mise en Œuvre du Projet |  |
|  | Bien que la convention ait été signé en fin décembre 2014, la prise de fonction effective de la coordinatrice du projet, n’a, elle, débuté qu’en Avril 2015. Aussi, les dommages du fait des crues sur les seuils, retardent l’atteinte du résultat 2, et par effet de boule de neige, le travail devant être fait pour le résultat 3.  Nous recommandons ainsi une extension du projet de 6 mois au minimum pour permettre l’atteinte des résultats. | PNUD |

# Annexes

## Liste des documents consultés

Document-de-projet-Soutien à l'adaptation au changement climatique des communautés rurales des régions montagneuses de Djibouti, 2014

UNDAF 2015-2019 Djibouti

Rapport d’Evaluation du Programme de Mobilisation des Eaux de Surface et de Gestion Durable des Terres (PROMES-GDT- SGIP 3529) à Djibouti, 2014

Plan d’actions pour la mise en œuvre du Programme Pays PNUD, 2013-2017

Présentation Powerpoint au Comité de Pilotage, 2017

Procès-verbal de la réunion de Comité de Pilotage du Projet « soutien à l’adaptation au changement climatique pour les communautés des zones montagneuses de Djibouti, Avril 2017

Plan d'Action National pour le Développement des Capacités en matière de Gestion Durable de l'Environnement en République de Djibouti, 2008

Stratégie Nationale de la Protection Sociale 2018 2022, juin 2017

Vision Djibouti 2035

Stratégie de la Croissance Accélérée et de la Promotion de l’Emploi (SCAPE-2015-2019)

Diagnostic pour l’élaboration d’une stratégie pour le changement climatique à Djibouti sur le court, moyen et long termes, 2016

Stratégie Nationale des Changements Climatiques de Djibouti, 2017

Combined Delivery Report (CDR) 2015

Combined Delivery Report 2016

Combined Delivery Report 2017

Project Implementation Review (PIR) 2016

Project Implementation Review (PIR) 2017

Plan Annuel de travail-Projet Assamo-Aidalou, 2017

Plan Annuel de travail-Projet Assamo-Aidalou, 2017

Rapport de mission d'évaluation des puits communautaires à Aidalou Sept.2017

Rapport de l'atelier réseau climat et développement, Eva, 2017

Procès-verbal de la mission de réhabilitation des arbres à Aidalou, Sept. 2017

Procès-verbal récupération pierre à Aidalou, Juillet 2017

Etat d'avancement des activités du projet à Aidalou, Sept 2017

Compte rendu de mission à Aidalou du 11 au 14 mai 2017

Rapport de mission d'évaluation des jardins à Aidalou, du 1er au 4 Nov 2017

Rapport de mission de réhabilitation des puits Communautaires à Aidalou, Oct. 2017

Rapport de mission de diagnostic hydraulique et structurel du bassin versant de Weima à Adaylou- CCAG-Fev2017

Rapport de mission de terrain citernes enterrées, Gassani Mai 2017

Rapport de mission de terrain à Assamo, Gassani Mars 2017

Rapport de mission diagnostic des ouvrages hydrauliques endommagés à Aidalou, Perrin Mars 2017

Rapport de mission du Secrétaire Général du MHUE à Aidalou, Octobre 2017

Rapport de mission restauration du couvert végétal sur le parcours pastoraux suite aux intempéries à Aidalou, Octobre 2017

Rapport d’évaluation des dommages des intempéries sur le couvert végétal de la vallée d’Aidalou, Aout 2017

Programme de reboisement à Assamo et à Aidalou. 2017

Etude comparative des diverses options possibles concernant sur le volet de reboisement. 2017

Compte rendu de mission à Aidalou, janvier 2017

CDR 1er Semestre 2017

Compte rendu de la mission sur Aidalou 26-31 Oct 2017

Rapport de mission à Assamo 17 janvier 2017

Rapport mission 22 au 26 Nov. 2017 à Aidalou

Rapport d’activités 1er trimestre 2017

Rapport d’activités 1er semestre 2017

Rapport d’activités janvier-février 2017

Rapport d’activités mensuel Avril 2017

Rapport d’activités mensuel-octobre 2017

Rapport d’activités 3eme trimestre 2017

Compte rendu de Mission Adailou.Dec16.Janv17

Compte rendu de Mission Assamo-Dikhil Fev17

Compte rendu de Mission Assamo Avril 2017

Document d’appui à la formation sur les techniques de greffage des agrumes, 2017

Le diagramme de la transformation du lait en fromage, 2017

Les quatre techniques de multiplication des agrumes, 2017

Présentation Powerpoint sur l’organisation d'un tel voyage d'échange entre les jardiniers d’Assamo et ceux d’Aidalou, 2017

Planification des travaux de l’atelier de formation, 2017

Rapport de mission à Assamo du 28-30 mai 2016

Questionnaire pour le suivi évaluation des communautés rurales pour la mission du 28 mai 2016

Etude de base de l’enquête pilote pour la mission du 28 mai 2016

Rapport d'analyse de l’étude pilote de mai 2016

Compte rendu de la mission à Aidalou, Aden Atteyeh Dec 2016

Compte rendu de la mission du 26 Juillet au 1er Aout 2016 sur Assamo, Aden Atteyeh

Compte rendu de la mission du 9 au 29 Mars16 sur Aidalou, Aden Atteyeh

Présentation Powerpoint -Compostage de fumier et formation techniques agricoles sur Aidaalou. Aden Atteyeh-Avril 2016

Rapport-annuel-2016-projet-Adailou-Assamo

Rapport de mission Tadjourah du 06 et 07 septembre pour l’élaboration de la SNCC.

RAPPORT SEMESTRIEL DU PROJET-Adailou-Assamo, 2016

Rapport de mission suite aux crues du sous bassin versant d’Assamo du 31 juillet 2016 et du sous bassin versant d’Adaylou, Aout 2016

Présentation-avancement-projet-FR-2016

Rapport Financier Groupement Paysan Agricole d’Assamo, 2016

Rapport sur l'avancement du projet sur le terrain Avril 2016 à Aidalou

Etude geophysique du bassin versant de Weima dans la Tadjourah, Societe Africane d’Ingenierie,, juillet 2016

Etude pédologique des bassins versants d'Assamo et d'Adaillou-Dr Hami SAID, 2016

Rapport d’évaluation et estimation des coûts et des matériels nécessaires pour la réhabilitation des puits communautaires villageois ou ruraux d’Assamo et Adaylou, Youssouf Hassan Juillet 2016

Rapport de l'étude topographique Abdourahman Aden Janvier 2016

Pré-diagnostic des crues du Bassin versant d’Aidalou, Sept 2016, CCAG

Rapport de mission implantation de stations-météo à Aidalou, 2016, Gassani

Rapport de mission suite aux crues du sous bassin versant d’Assamo du 2 aout 2016 et du sous bassin d’Aidalou du 3 au 6 aout 2016, Gassani

Rapport de Mission sur le recensement des végétaux et identification des parcours de reboisement à Adailou -SOLMA-Nov 2016

Rapport de Mission sur le recensement des végétaux et identification des parcours de reboisement à Assamo SOLMA-Sept 2016

Compte rendu de mission des sorties sur Asssamo et sur Adailou (Youssouf Hassan Cheikh Moussa, Octobre 2015

Rapport d’activités-Projet Assamo-Aidalou 2015

Etude Hydrologique des sous bassins versants d’Aidalou et d’Assamo, Décembre 2015

Rapport de mission à Adaylou et à Assamo, Dec. 2015, Perrin

## Liste des personnes rencontrées

Mr Idris Bexi, Spécialiste Changement Climatique au PNUD de Djibouti

Mr Hassan Ali, Responsable des Programmes au PNUD de Djibouti

Mademoiselle Aicha Ahmed, Coordinatrice du Projet Assamo-Aidalou au Ministère de l’Urbanisme, de l’Habitat et de l’Environnement

Mr Houssein Rirache, Directeur National du Projet Adailou-Assamo et Directeur de l’Environnement et du Développement Durable

Mr Idriss Ismael Nour, Directeur Adjoint à la Direction de l’Environnement et de Développement Durable

Mr Hamad Houmed Mohamed, Assistant Financier du Projet Assamo-Aidalou au Ministère de l’Urbanisme, de l’Habitat et de l’Environnement

Mr Ibrahim Elmi Mohamed, Conseiller Technique au Ministère de l’Agriculture, de l’Eau, de la Pêche, de l’Elevage et des Ressources Halieutiques, Point Focal Résilience

Mr Ismael Hassan, Point Focal du Ministère d’Etat aux Affaires Sociales au Comité de Pilotage du Projet Assamo-Aidalou

Mr Mahamoud, Directeur de l’Ecole Primaire d’Assamo et Agriculteur

Mr Moussa Sougueh Amir, Responsable de pépinière d’Assamo

Mr Omar Aden Waiss, Président du Conseil Régional d’Ali-Sabieh

Mr Mohamed Waberi Assoweh, Préfet de la Région d’Ali-Sabieh

Mr Ahmed Daher, President de la Coopérative Paysan Agricole d’Assamo

Mr Habib Djilani Bourhan, 1er Adjoint du Préfet de Tadjourah

Mr Hassan Aden Adlao, Pasteur et bénéficiaire du Projet à Aidalou

Mr Ismael Houmed, Président de la Cooperative d’Aidalou

## TdRs de l’Evaluation à Mi-Parcours

**Supporting rural community adaptation to climate change in mountainous regions of Djibouti**

**Midterm Review Terms of Reference**

**1. INTRODUCTION**

This is the Terms of Reference (ToR) for the Mid-Term Review (MTR) for the UNDP-supported Adaptation Fund financed project titled *“Supporting rural community adaptation to climate change in mountainous regions of Djibouti”* (PIMS 5189) implemented through the *Ministry of Habitat, Urbanism and Environment*. The project started on the *12 November 2014* and is in its third year of implementation. This ToR sets out the expectations for this MTR.

**2. PROJECT BACKGROUND INFORMATION**

The project was designed to support the adaptation to climate change of poor rural communities in mountainous regions. Climate change has induced more frequent and more severe droughts that have impacted the livelihoods of rural communities of Djibouti. Recent droughts have devastated the livestock of the rural communities which is the backbone of their livelihoods. The project aims to reduce the vulnerability of the communities to climate change and increasing their resilience trough the diversification of their livelihood basis.

The key expected outcomes of the project are:

* The rural communities and ecosystems are more resilient to climate change
* The institutions responsible for risk and catastrophe management are strengthened and can contribute to the country’s resilience to risks and disasters
* The most vulnerable populations benefit from improved food security

Although the rural communities of Djibouti have been equally impacted by the droughts and and in the needs for urgent adaptation measures, the project will focus on two targeted areas of Adaillou and Assamo. These two areas are host for many communities that are very poor and hit by droughts induced climate change. The project duration is years from 2014 to 2018. However, the project has started with delays and effective starting on 12 November 2014. The total budget of the project granted by the Adaptation Fund is 5,379,452 USD. The project is implemented by UNDP while the Ministry of Habitat, Urbanism and Environment is the executing agency. Other stakeholders include the following:

* + Ministry of Agriculture, Water, Fisheries, Livestock and Sea Resources,
  + State Secretariat for Solidarity
  + Ministry of Budget
  + Ministry for the Promotion of Women and Family
  + EVA (Village Ecology of Adailou)
  + Agricultural Cooperative of Assamo
  + Prefectures
  + Regional councils

**3. OBJECTIVES OF THE MTR**

The MTR will assess progress towards the achievement of the project objectives and outcomes as specified in the Project Document, and assess early signs of project success or failure with the goal of identifying the necessary changes to be made to set the project on-track to achieve its intended results. The MTR will also review the project’s strategy, its risks to sustainability.

**4. MTR APPROACH & METHODOLOGY**

The MTR must provide evidence based information that is credible, reliable and useful. The MTR team will review all relevant sources of information including documents prepared during the preparation phase (i.e. GEF Concept, GEF Proposal, UNDP Initiation Plan, UNDP Environmental & Social Safeguard Policy, the Project Document, project reports including Project Implementation Reports/PIRs, project budget revisions, lesson learned reports, national strategic and legal documents, and any other materials that the team considers useful for this evidence-based review).

The MTR team is expected to follow a collaborative and participatory approach[[1]](#footnote-1) ensuring close engagement with the Project Team, government counterparts, the UNDP Country Office(s), UNDP-GEF Regional Technical Advisers, and other key stakeholders.

Engagement of stakeholders is vital to a successful MTR[[2]](#footnote-2) Stakeholder involvement should include interviews with stakeholders who have project responsibilities, including but not limited to Permanent secretary of the MHUE, Director of the Environment and Sustainable Department of the MHUE who endorses the ND role at the same time, the project coordinator, executing agencies, senior officials and task team/ component leaders, key experts and consultants in the subject area, Project Board, project stakeholders, academia, local government and CSOs, etc. Additionally, the MTR team is expected to conduct field missions to Adaillou and Assamo, respectively located in Tadjoura and Ali-Sabieh regions.

The final MTR report should describe the full MTR approach taken and the rationale for the approach making explicit the underlying assumptions, challenges, strengths and weaknesses about the methods and approach of the review.

**5. DETAILED SCOPE OF THE MTR**

The MTR team will assess the following four categories of project progress.

1. **Project Strategy**

Project design :

1. Review the problem addressed by the project and the underlying assumptions. Review the effect of any incorrect assumptions or changes to the context to achieving the project results as outlined in the Project Document.
2. Review the relevance of the project strategy and assess whether it provides the most effective route towards expected/intended results. Were lessons from other relevant projects properly incorporated into the project design?
3. Review how the project addresses country priorities. Review country ownership. Was the project concept in line with the national sector development priorities and plans of the country (or of participating countries in the case of multi-country projects)?

* Review decision-making processes: were perspectives of those who would be affected by project decisions, those who could affect the outcomes, and those who could contribute information or other resources to the process, taken into account during project design processes?
* Review the extent to which relevant gender issues were raised in the project design.
* If there are major areas of concern, recommend areas for improvement.

Results Framework/Logframe:

1. Are the project’s objectives and outcomes or components clear, practical, and feasible within its time frame?
2. Examine if progress so far has led to, or could in the future catalyze beneficial development effects (i.e. income generation, gender equality and women’s empowerment, improved governance etc...) that should be included in the project results framework and monitored on an annual basis.
3. Ensure broader development and gender aspects of the project are being monitored effectively.

**ii. Progress Towards Results**

Progress Towards Outcomes Analysis:

Review the logframe indicators against progress made towards the end-of-project targets using the Progress Towards Results Matrix; colour code progress in a “traffic light system” based on the level of progress achieved; assign a rating on progress for each outcome; make recommendations from the areas marked as “Not on target to be achieved” (red).

**Table. Progress Towards Results Matrix (Achievement of outcomes against End-of-project Targets)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Project** | | |  | **Indicator[[3]](#footnote-3)** | **Baseline** | | |  | **Level in 1st** | **Midterm** | **End-of-** | |  | **Midterm** | **Achievement** | **Justification** | |
| **Strategy** | | |  |  | **Level[[4]](#footnote-4)** | | |  | **PIR (self-** | **Target[[5]](#footnote-5)** | **project** | |  | **Level &** | **Rating[[6]](#footnote-6)** | **for Rating** | |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  | **reported)** |  | **Target** | |  | **Assessment[[7]](#footnote-7)** |  |  |  |
| **Objective:** | | |  | Indicator (if |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | applicable): |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Outcome 1:** | | |  | Indicator 1: |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | Indicator 2: |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Outcome 2:** | | |  | Indicator 3: |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | Indicator 4: |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | Etc. |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Etc.** | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | **Indicator Assessment Key** | | | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  | | |  |  |  |  | | | |  |  | | |  |  |
|  | Green= Achieved | | | |  |  |  | Yellow= On target to be achieved | | | |  | Red= Not on target to be achieved | | |  |  |

In addition to the progress towards outcomes analysis:

* Compare and analyse the GEF Results Tracker within the PIR at the Baseline with the one completed right before the Midterm Review.
* Identify remaining barriers to achieving the project objective in the remainder of the project.
* By reviewing the aspects of the project that have already been successful, identify ways in which the project can further expand these benefits.

Management Arrangements :

* Review overall effectiveness of project management as outlined in the Project Document. Have changes been made and are they effective? Are responsibilities and reporting lines clear? Is decision-making transparent and undertaken in a timely manner? Recommend areas for improvement.
* Review the quality of execution of the Executing Agency/Implementing Partner(s) and recommend areas for improvement.
* Review the quality of support provided by the GEF Partner Agency (UNDP) and recommend areas for improvement.

Work Planning:

1. Review any delays in project start-up and implementation, identify the causes and examine if they have been resolved.
2. Are work-planning processes results-based? If not, suggest ways to re-orientate work planning to focus on results?
3. Examine the use of the project’s results framework/ logframe as a management tool and review any changes made to it since project start.

Finance and co-finance:

* Consider the financial management of the project, with specific reference to the cost-effectiveness of interventions.
* Review the changes to fund allocations because of budget revisions and assess the appropriateness and relevance of such revisions.
* Does the project have the appropriate financial controls, including reporting and planning, that allow management to make informed decisions regarding the budget and allow for timely flow of funds?
* Informed by the co-financing monitoring table to be filled out, provide commentary on co-financing: is co-financing being used strategically to help the objectives of the project? Is the Project Team meeting with all co-financing partners regularly to align financing priorities and annual work plans?

Project-level Monitoring and Review Systems:

* Review the monitoring tools currently being used: Do they provide the necessary information? Do they involve key partners? Are they aligned or mainstreamed with national systems? Do they use existing information? Are they efficient? Are they cost-effective? Are additional tools required? How could they be made more participatory and inclusive?
* Examine the financial management of the project monitoring and review budget. Are sufficient resources being allocated to monitoring and review? Are these resources being allocated effectively?

Stakeholder Engagement:

* Project management: Has the project developed and leveraged the necessary and appropriate

partnerships with direct and tangential stakeholders?

* Participation and country-driven processes: Do local and national government stakeholders support the

objectives of the project? Do they continue to have an active role in project decision-making that supports efficient and effective project implementation?

* Participation and public awareness: To what extent has stakeholder involvement and public

awareness contributed to the progress towards achievement of project objectives?

Reporting:

* Assess how adaptive management changes have been reported by the project management and shared with the Project Board.
* Assess how well the Project Team and partners undertake and fulfil this project reporting requirements (i.e. how have they addressed poorly-rated PIRs, if applicable?)
* Assess how lessons derived from the adaptive management process have been documented, shared with key partners and internalized by partners.

Communications:

1. Review internal project communication with stakeholders: Is communication regular and effective? Are there key stakeholders left out of communication? Are there feedback mechanisms when communication is received? Does this communication with stakeholders contribute to their awareness of project outcomes and activities and investment in the sustainability of project results?
2. Review external project communication: Are proper means of communication established or being established to express the project progress and intended impact to the public (is there a web presence, for example? Or did the project implement appropriate outreach and public awareness campaigns?)
3. For reporting purposes, write one half-page paragraph that summarizes the project’s progress towards results in terms of contribution to sustainable development benefits, as well as global environmental benefits.

**iv. Sustainability**

1. Validate whether the risks identified in the Project Document, PPRs, and the ATLAS Risk Managemen

Module are the most important and whether the risk ratings applied are appropriate and up to date. If not, explain why.

1. In addition, assess the following risks to sustainability:

Financial risks to sustainability:

* What is the likelihood of financial and economic resources not being available once the GEF assistance ends (consider potential resources can be from multiple sources, such as the public and private sectors, income generating activities, and other funding that will be adequate financial resources for sustaining project’s outcomes)?

Socio-economic risks to sustainability:

Are there any social or political risks that may jeopardize sustainability of project outcomes? What is the risk that the level of stakeholder ownership (including ownership by governments and other key stakeholders) will be insufficient to allow for the project outcomes/benefits to be sustained? Do the various key stakeholders see that it is in their interest that the project benefits continue to flow? Is there sufficient

Public/stakeholder awareness in support of the long-term objectives of the project? Are lessons learned to be documented by the Project Team on a continual basis and shared/ transferred to appropriate parties who could learn from the project and potentially replicate and/or scale it in the future?

Institutional Framework and Governance risks to sustainability:

* Do the legal frameworks, policies, governance structures and processes pose risks that may jeopardize sustenance of project benefits? While assessing this parameter, also consider if the required systems/ mechanisms for accountability, transparency, and technical knowledge transfer are in place.

Environmental risks to sustainability:

* Are there any environmental risks that may jeopardize sustenance of project outcomes?

**Conclusions & Recommendations**

The MTR team will include a section of the report setting out the MTR’s evidence-based conclusions, considering the findings[[8]](#footnote-8).

Recommendations should be succinct suggestions for critical intervention that are specific, measurable, achievable, and relevant. A recommendation table should be put in the report’s executive summary.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Rec #** | **Recommendation** | **Entity Responsible** |
| A | *(State Outcome 1)* (Outcome 1) |  |
| A.1 | **Key recommendation:** |  |
| A.2 |  |  |
| A.3 |  |  |
| B | *(State Outcome 2)* (Outcome 2) |  |
| B.1 | **Key recommendation:** |  |
| B.2 |  |  |
| B.3 |  |  |
| C | *(State Outcome 3)* (Outcome 3), etc. |  |
| C.1 | **Key recommendation:** |  |
| C.2 |  |  |
| C.3 |  |  |
| D | Project Implementation & Adaptive Management |  |
| D.1 | **Key recommendation:** |  |
| D.2 |  |  |
| D.3 |  |  |
| E | Sustainability |  |
| E.1 | **Key recommendation:** |  |
| E.2 |  |  |

The MTR team should make no more than 15 recommendations total.

**Ratings**

The MTR team will include its ratings of the project’s results and brief descriptions of the associated achievements in a *MTR Ratings & Achievement Summary Table* in the Executive Summary of the MTR report. See Annex E for ratings scales. No rating on Project Strategy and no overall project rating is required.

**Table. MTR Ratings & Achievement Summary Table for (*Adaptation Project in mountainous in Adaillou and Assamo*)**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Measure** | **MTR Rating** | **Achievement Description** |
| **Project Strategy** | N/A |  |
| **Progress Towards** | Objective Achievement |  |
| **Results** | Rating: (rate 6 pt. scale) |  |
|  | Outcome 1 |  |
|  | Achievement Rating: |  |
|  | (rate 6 pt. scale) |  |
|  | Outcome 2 |  |
|  | Achievement Rating: |  |
|  | (rate 6 pt. scale) |  |
|  | Outcome 3 |  |
|  | Achievement Rating: |  |
|  | (rate 6 pt. scale) |  |
|  | Etc. |  |
| **Project** | (rate 6 pt. scale) |  |
| **Implementation &** |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Adaptive** |  |
| **Management** |  |
| **Sustainability** | (rate 4 pt. scale) |

**6. TIMEFRAME**

The total duration of the MTR will be approximately **25 days** starting November 1st , 2017*,* and shall be completed December 31, 2017. The tentative MTR timeframe is as follows:

|  |  |
| --- | --- |
| **TIMEFRAME** | **ACTIVITY** |
| 10/21/2017 | Application closes |
| 10/29/2017 | Select MTR Team |
| 11/12/2017 | Prep the MTR Team (handover of Project Documents) |
| 11/23/2017 | Document review and preparing MTR Inception Report |
| 11/30/2017 | Finalization and Validation of MTR Inception Report- latest start of |
| 12/3-4/2017 | MTR mission |
| 12/5-8/2017 | MTR mission: stakeholder meetings, interviews, field visits |
| 12/9-11/20147 | Mission wrap-up meeting & presentation of initial findings- earliest |
| 12/12/2017 | end of MTR mission |
| 12/15-22/2017 | Preparing draft report |
| 12/26-29/12/2017 | Incorporating audit trail from feedback on draft report/Finalization |
| 1/5/2018 | Submission final Report |

**7. MIDTERM REVIEW DELIVERABLES**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **#** | **Deliverable** | **Description** |  | **Timing** | | | | | **Responsibilities** |
| **1** | **MTR Inception** | MTR team clarifies |  | No later | | than 2 | |  | MTR team submits to |
|  | **Report** | objectives and methods of |  | weeks | before the | | | | the Commissioning Unit |
|  |  | Midterm Review |  | MTR mission | | | | | and project |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  | management |
| **2** | **Presentation** | Initial Findings |  | End of MTR | | | | | MTR Team presents to |
|  |  |  |  | mission | | | | | project management |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  | and the Commissioning |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  | Unit |
| **3** | **Draft Final** | Full report (using |  | Within 3 weeks | | | | of | Sent to the |
|  | **Report** | guidelines on content |  | the MTR mission | | | | | Commissioning Unit, |
|  |  | outlined in Annex B) with |  |  |  |  |  |  | reviewed by RTA, |
|  |  | annexes |  |  |  |  |  |  | Project Coordinating |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  | Unit, GEF OFP |
| **4** | **Final Report\*** | Revised report with audit |  | Within 1 week | | | of | | Sent to the |
|  |  | trail detailing how all |  | receiving UNDP | | | | | Commissioning Unit |
|  |  | received comments have |  | comments on draft | | | | |  |

\*The final MTR report must be in English. If applicable, the Commissioning Unit may choose to arrange for a translation of the report into a language more widely shared by national stakeholders.

**8. MTR ARRANGEMENTS**

The principal responsibility for managing this MTR resides with UNDP Djibouti country office which will contract the consultants. The Project Team will be responsible for liaising with the MTR team to provide all relevant documents, set up stakeholder interviews, and arrange field visits.

**9. TEAM COMPOSITION**

A team of one international and one national consultant will conduct the MTR. The consultants cannot have participated in the project preparation, formulation, and/or implementation (including the writing of the Project Document) and should not have a conflict of interest with project’s related activities.

The selection of consultants will be aimed at maximizing the overall “team” qualities in the following areas:

* Recent experience with result-based management review methodologies;
* Experience applying SMART indicators and reconstructing or validating baseline scenarios;
* Competence in adaptive management
* Experience working with the GEF, GEF or GEF reviews, GEF reviews;
* Experience working in Djibouti;
* Work experience in relevant technical areas for at least 10 years;
* Demonstrated understanding of issues related to gender;
* Excellent communication skills;
* Demonstrable analytical skills;
* Project review experiences within United Nations system will be considered an asset;
* A Master’s degree in environment, agriculture, climate change or other closely related field.

**10. PAYMENT MODALITIES AND SPECIFICATIONS**

10% of payment upon approval of the final MTR Inception Report

30% upon submission of the draft MTR report

60% upon finalization of the MTR report

**11. APPLICATION PROCESS9**

**Recommended Presentation of Proposal:**

1. **Letter of Confirmation of Interest and Availability** using thetemplate10provided by UNDP;
2. **CV** and a **Personal History Form** (P11 form11);
3. Brief description of approach to work/technical proposal of why the individual considers him/herself as the most suitable for the assignment, and a proposed methodology on how they will approach and complete the assignment; (max 1 page)
4. Financial Proposal that indicates the all-inclusive fixed total contract price and all other travel related costs (such as flight ticket, per diem, etc), supported by a breakdown of costs, as per template attached to the Letter of Confirmation of Interest template. If an applicant is employed by an organization/company/institution, and he/she expects his/her employer to charge a management fee in the process of releasing him/her to UNDP under Reimbursable Loan Agreement (RLA), the applicant must indicate at this point, and ensure that all such costs are duly incorporated in the financial proposal submitted to UNDP.

9 Engagement of the consultants should be done in line with guidelines for hiring consultants in the POPP:

https://info.undp.org/global/popp/Pages/default.aspx

10 https://intranet.undp.org/unit/bom/pso/Support%20documents%20on%20IC%20Guidelines/Template%20for%20Confirma tion%20of%20Interest%20and%20Submission%20of%20Financial%20Proposal.docx

http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/Careers/P11\_Personal\_history\_form.doc

**Criteria for Review of Proposal:** Only those applications which are responsive and compliant will be evaluated. Offers will be evaluated according to the Combined Scoring method – where the educational background and experience on similar assignments will be weighted at 70% and the price proposal will weigh as 30% of the total scoring. The applicant receiving the Highest Combined Score that has also accepted UNDP’s General Terms and Conditions will be awarded the contract.

**ToR Annex A : List of Documents to be reviewed by the MTR Team**

1. PIF
2. UNDP Initiation Plan
3. UNDP Project Document
4. UNDP Environmental and Social Screening results
5. Project Inception Report
6. All Project Performance Reports (PIR’s)
7. Quarterly progress reports and work plans of the various implementation task teams
8. Audit reports
9. Finalized GEF Tracking Tools at CEO endorsement and midterm (fill in specific TTs for this project’s focal area)
10. Oversight mission reports
11. All monitoring reports prepared by the project
12. Financial and Administration guidelines used by Project Team

The following documents will also be available:

1. Project operational guidelines, manuals and systems
2. UNDP country/countries programme document(s)
3. Minutes of the Adaptation project of Adaillou/Assamo Board Meetings and other meetings (i.e. Project Appraisal Committee meetings)
4. Project site location maps

**ToR Annex B: Guidelines on Contents for the Midterm Review Report[[9]](#footnote-9)**

1. Basic Report Information (for opening page or title page)
   1. Title of UNDP supported GEF financed project
   2. UNDP PIMS# and GEF project ID#
   3. MTR time frame and date of MTR report
   4. Region and countries included in the project
   5. GEF Operational Focal Area/Strategic Program
   6. Executing Agency/Implementing Partner and other project partners
   7. MTR team members
   8. Acknowledgements
2. Table of Contents
3. Acronyms and Abbreviations
4. Executive Summary *(3-5 pages)*
   * Project Information Table
   * Project Description (brief)
   * Project Progress Summary (between 200-500 words)
   * MTR Ratings & Achievement Summary Table
   * Concise summary of conclusions
   * Recommendation Summary Table
5. Introduction *(2-3 pages)*
   * Purpose of the MTR and objectives
   * Scope & Methodology: principles of design and execution of the MTR, MTR approach and data collection methods, limitations to the MTR
   * Structure of the MTR report
6. Project Description and Background Context *(3-5 pages)*
   * Development context: environmental, socio-economic, institutional, and policy factors relevant to the project objective and scope
   * Problems that the project sought to address: threats and barriers targeted
   * Project Description and Strategy: objective, outcomes and expected results, description of field sites (if any)
   * Project Implementation Arrangements: short description of the Project Board, key implementing partner arrangements, etc.
   * Project timing and milestones
   * Main stakeholders: summary list
7. Findings *(12-14 pages)*

**4.1** Project Strategy

* + - Project Design
    - Results Framework/Logframe

**4.2** Progress Towards Results

* Progress towards outcomes analysis objectives
* Remaining barriers to achieving the project objectives

**4.3** Project Implementation and Adaptive Management

* Management Arrangements
* Work planning
* Finance and co-finance
* Project-level monitoring and review systems
* Stakeholder engagement
* Reporting
* Communications

**4.4** Sustainability

* + - Financial risks to sustainability
    - Socio-economic to sustainability
    - Institutional framework and governance risks to sustainability
    - Environmental risks to sustainability

1. Conclusions and Recommendations *(4-6 pages)*
   1. **Conclusions**

* Comprehensive and balanced statements (that are evidence-based and connected to the MTR’s

findings) which highlight the strengths, weaknesses and results of the project

* 1. **Recommendations**
* Corrective actions for the design, implementation, monitoring and review of the project
* Actions to follow up or reinforce initial benefits from the project
* Proposals for future directions underlining main objectives

1. *Annexes*
   * + MTR ToR (excluding ToR annexes)
     + MTR review matrix (review criteria with key questions, indicators, sources of data, and methodology)
     + Example Questionnaire or Interview Guide used for data collection
     + Ratings Scales
     + MTR mission itinerary
     + List of persons interviewed
     + List of documents reviewed
     + Co-financing table (if not previously included in the body of the report)
     + Signed UNEG Code of Conduct form
     + Signed MTR final report clearance form
     + *Annexed in a separate file:* Audit trail from received comments on draft MTR report
     + *Annexed in a separate file:* Relevant midterm tracking tools (*METT, FSC, Capacity scorecard, etc.)*

**ToR ANNEX C: Midterm Review Evaluative Matrix Template**

**Evaluative Questions Indicators** **Sources** **Methodology**

**Project Strategy: To what extent is the project strategy relevant to country priorities, country ownership, and the best route towards expected results?**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | (include evaluative | |  |  |  | (i.e. relationships established, | | | | | |  |  |  | (i.e. project documents, | | |  |  |  |  |  |  | (i.e. document analysis, data | | | |  |
|  | question(s)) | |  | |  | level of coherence between | | | | |  |  | |  | national policies or strategies, | | | | |  |  |  |  | analysis, interviews with | | | |  |  |
|  |  |  |  |  |  | project design and | |  |  |  | |  | |  | websites, project staff, project | | | | | |  |  |  | project staff, interviews | | |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | implementation approach, | | | |  | |  | |  | partners, data collected | | |  | | | |  |  | with stakeholders, etc.) | |  | | |  |
|  |  |  |  |  |  | specific activities conducted, | | | | | |  | |  | throughout the MTR mission, | | | | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  | quality of risk mitigation | | |  | | | | |  | etc.) | |  | | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  | strategies, etc.) | | | | | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

**Progress Towards Results: To what extent have the expected outcomes and objectives of the project been achieved thus far?**

**Project Implementation and Adaptive Management: Has the project been implemented efficiently, cost-effectively, and been able to adapt to any changing conditions thus far? To what extent are project-level monitoring and review systems, reporting, and project communications supporting the project’s implementation?**

**Sustainability: To what extent are there financial, institutional, socio-economic, and/or environmental risks to sustaining long-term project results?**

**ToR ANNEX D: UNEG Code of Conduct for Evaluators/Midterm Review Consultants13**

****

**Evaluators/Consultants:**

* Must present information that is complete and fair in its assessment of strengths and weaknesses so that decisions or actions taken are well founded.
* Must disclose the full set of review findings along with information on their limitations and have this accessible to all affected by the review with expressed legal rights to receive results.
* Should protect the anonymity and confidentiality of individual informants. They should provide maximum notice, minimize demands on time, and respect people’s right not to engage. Evaluators must respect people’s right to provide information in confidence, and must ensure that sensitive information cannot be traced to its source. Evaluators are not expected to evaluate individuals, and must balance an review of management functions with this general principle.
* Sometimes uncover evidence of wrongdoing while conducting reviews. Such cases must be reported discreetly to the appropriate investigative body. Evaluators should consult with other relevant oversight entities when there is any doubt about if and how issues should be reported.
* Should be sensitive to beliefs, manners and customs and act with integrity and honesty in their relations with all stakeholders. In line with the UN Universal Declaration of Human Rights, evaluators must be sensitive to and address issues of discrimination and gender equality. They should avoid offending the dignity and self-respect of those persons with whom they come in contact in the course of the review. Knowing that review might negatively affect the interests of some stakeholders, evaluators should conduct the review and communicate its purpose and results in a way that clearly respects the stakeholders’ dignity and self-worth.
* Are responsible for their performance and their product(s). They are responsible for the clear, accurate and fair written and/or oral presentation of study limitations, findings and recommendations.
* Should reflect sound accounting procedures and be prudent in using the resources of the review.

**MTR Consultant Agreement Form**

Agreement to abide by the Code of Conduct for Review in the UN System:

Name of Consultant: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Name of Consultancy Organization (where relevant): \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**I confirm that I have received and understood and will abide by the United Nations Code of Conduct for Review.**

Signed at *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (Place)* on *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* *(Date)*

Signature: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Ratings for Progress Towards Results:** (one rating for each outcome and for the objective)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 6 | Highly Satisfactory | The objective/outcome is expected to achieve or exceed all its end-of-project targets, without major |
| (HS) | shortcomings. The progress towards the objective/outcome can be presented as “good practice”. |
| 5 | Satisfactory (S) | The objective/outcome is expected to achieve most of its end-of-project targets, with only minor |
| shortcomings. |
|  |  |
| 4 | Moderately | The objective/outcome is expected to achieve most of its end-of-project targets but with significant |
| Satisfactory (MS) | shortcomings. |
| 3 | Moderately | The objective/outcome is expected to achieve its end-of-project targets with major shortcomings. |
| Unsatisfactory (HU) |  |
| 2 | Unsatisfactory (U) | The objective/outcome is expected not to achieve most of its end-of-project targets |
|  | Highly | The objective/outcome has failed to achieve its midterm targets, and is not expected to achieve any |
|  | Unsatisfactory (HU) | of its end-of-project targets. |

* .

**Ratings for Project Implementation & Adaptive Management:** (one overall rating)

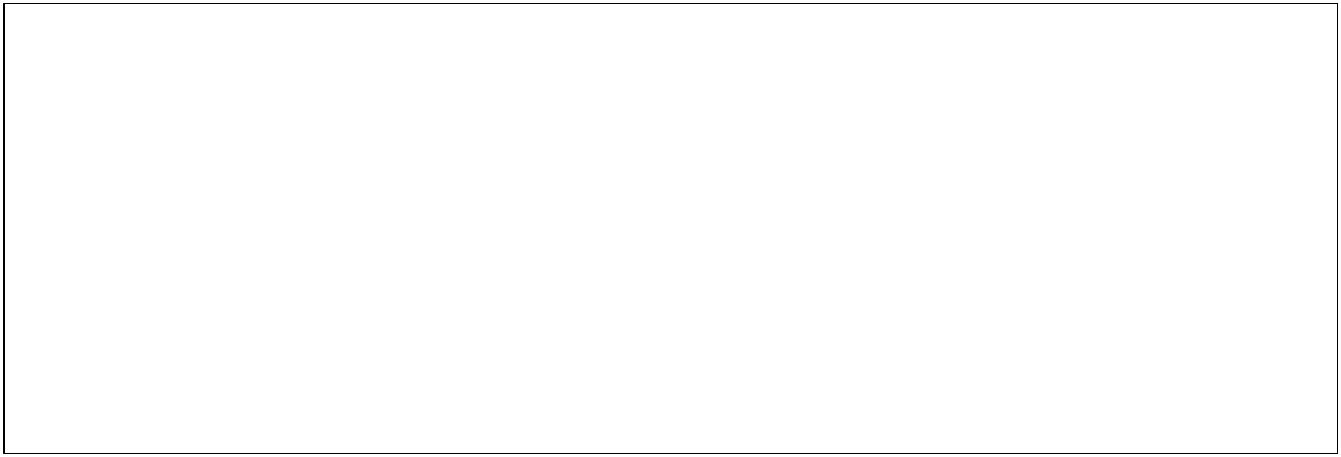
Implementation of all seven components – management arrangements, work planning, finance and co-finance, project- level monitoring and review systems, stakeholder engagement, reporting, and communications–leading to efficient and effective project implementation and adaptive management. The project can be presented as “good practice”

6 Highly Satisfactory (HS)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 5 | Satisfactory (S) |  |  |
| Implementation of most of the seven components is leading to efficient and effective project | |
| implementation and adaptive management except for only few that are subject to remedial action. |  |
|  |  |
| 4 | Moderately | Implementation of some of the seven components is leading to efficient and effective project | |
| Satisfactory (MS) | implementation and adaptive management, with some components requiring remedial action. |  |
| 3 | Moderately | Implementation of some of the seven components is not leading to efficient and effective project | |
| Unsatisfactory (MU) | implementation and adaptive, with most components requiring remedial action. |  |
| 2 | Unsatisfactory (U) | Implementation of most of the seven components is not leading to efficient and effective project | |
| implementation and adaptive management. |  |
|  |  |
| 1 | Highly | Implementation of none of the seven components is leading to efficient and effective project | |
| Unsatisfactory (HU) | implementation and adaptive management. |  |
|  |  |  | |
| **Ratings for Sustainability:** (one overall rating) | | | |
| 4 | Likely (L) | Negligible risks to sustainability, with key outcomes on track to be achieved by the project’s closure and | |
| expected to continue into the foreseeable future | |
|  |  |
| 3 | Moderately Likely | Moderate risks, but expectations that at least some outcomes will be sustained due to the progress | |
| (ML) | towards results on outcomes at the Midterm Review | |
| 2 | Moderately Unlikely | Significant risk that key outcomes will not carry on after project closure, although some outputs and | |
| (MU) | activities should carry on | |
| 1 | Unlikely (U) | Severe risks that project outcomes as well as key outputs will not be sustained | |

**ToR ANNEX F: MTR Report Clearance Form**

*(to be completed by the Commissioning Unit and UNDP-GEF RTA and included in the final document)*

**

**Midterm Review Report Reviewed and Cleared By:**

**Commissioning Unit**

Name: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**UNDP-GEF Regional Technical Advisor**

Name: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. * For ideas on innovative and participatory Monitoring and Evaluation strategies and techniques, see UNDP Discussion Paper: Innovations in Monitoring & Evaluating Results, 05 Nov 2013.

   [↑](#footnote-ref-1)
2. For more stakeholder engagement in the M&E process, see the UNDP Handbook on Planning, Monitoring and Evaluating for Development Results, Chapter 3, pg. 93. [↑](#footnote-ref-2)
3. 3Populate with data from the Logframe and scorecards [↑](#footnote-ref-3)
4. Populate with data from the Project Document [↑](#footnote-ref-4)
5. If available [↑](#footnote-ref-5)
6. Use the 6-point Progress Towards Results Rating Scale: HS, S, MS, MU, U, HU [↑](#footnote-ref-6)
7. Colour code this column only [↑](#footnote-ref-7)
8. Alternatively, MTR conclusions may be integrated into the body of the report. [↑](#footnote-ref-8)
9. The report length should not exceed 40 pages in total (not including annexes) [↑](#footnote-ref-9)